

buent à ternir l'image de la Suisse. La GRE étant intervenue dans cette affaire, le Conseil fédéral dispose cependant de moyens d'action. C'est pourquoi nous l'invitons à répondre aux questions suivantes:

1. Le Conseil fédéral pourrait-il, en guise de réparation, remettre aux Philippines leurs dettes découlant du crédit de la CRC, couvertes par la GRE?
2. Pourrait-on aussi demander des explications à ce propos à la société Baumgartner Papiers et à l'Union de Banques Suisses, entreprises qui portent une part de responsabilité dans le projet CRC?
3. Ou alors, pourrait-on se servir du fonds réservé à des mesures de désendettement dans le cadre du nouveau crédit de programme destiné à des mesures de politique économique et commerciale, pour financer une telle remise de dettes?

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aguet, Ammann, Bäumlin Ursula, Béguelin, Bircher Silvio, Bodenmann, Brügger, Danuser, Eggenberg-Thun, Fankhauser, Hafner Ursula, Haller, Hubacher, Jeanprêtre, Lanz, Ledergerber, Leuenberger-Solothurn, Longet, Matthey, Mauch Ursula, Rechsteiner, Reimann Fritz, Stappung, Uchtenhagen, Ulrich, Vollmer, Züger (27)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit
Die Urheberin verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 16. Januar 1991

Rapport écrit du Conseil fédéral du 16 janvier 1991

1. Die Absicherung kommerzieller Exportgeschäfte durch die ERG eröffnet dem Bundesrat keine besonderen Handlungsmöglichkeiten. Der Bundesrat ist im Rahmen dieser kommerziellen Exportgeschäfte nicht Vertragspartei und somit auch nicht in der Lage, ERG-gedekte Schulden im Sinne einer Wiedergutmachung – wie sie die Interpellantin vorsieht – zu erlassen.
2. Ist der Misserfolg eines Projekts nach Ansicht der philippinischen Regierung auf schuldhaftes Verhalten der ausländischen Parteien zurückzuführen, so ist es Sache der philippinischen Regierung, ihre Interessen und Rechte gegenüber den ausländischen Parteien wahrzunehmen und für allfällige finanzielle Benachteiligungen Wiedergutmachung zu verlangen. Sofern die philippinische Regierung der Auffassung ist, dass Forderungen schweizerischer Gläubiger zu Unrecht bestehen, obliegt es ihr, die entsprechenden Rechtsmittel zu ergreifen und den dazu vorgesehenen Rechtsweg zu beschreiten.
3. Die Mittel für Entschuldungsmassnahmen unter dem IV. Rahmenkredit zur Weiterführung der Finanzierung von wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen vom 21. Februar 1990 sind prioritär für Aktionen in den ärmeren Entwicklungsländern bestimmt, in denen die Ausstände gegenüber öffentlichen Gläubigern unter den sogenannten Toronto-Bedingungen umgeschuldet werden. Im Zusammenhang mit dem Postulat der Wirtschaftskommission des Nationalrats vom 21. August 1990 sind weitere Entschuldungsmassnahmen u. a. bezüglich der Öffnung des Kreises der für solche Aktionen in Frage kommenden Länder in Vorbereitung. Es wird zu gegebener Zeit zu prüfen sein, ob die Philippinen generell, d. h. in bezug auf die gesamten Ausstände gegenüber schweizerischen Gläubigern, die Voraussetzungen für eine Entschuldungsmassnahme erfüllen.

Frau Haering Binder: Ich habe mit meiner Interpellation einen der seltenen Fälle aufgegriffen, in welchem konkret nachgewiesen werden konnte, wie Firmen und Mischkredite in Dritt-weltländern zum Abführen illegaler Fluchtgelder missbraucht werden können.

Der Präsident der Bankenkommission hat selber seinem Bedauern Ausdruck gegeben, dass dieser Fall zu weit zurückliegt und dass er deshalb nicht mehr rechtlich angegangen werden kann.

Ziel meiner oder unserer Interpellation war es deshalb, auszuloten, ob der Bundesrat in diesem Fall bereit wäre, unbürokratisch

die den Philippinen durch ein schweizerisches Unternehmen entstandenen Schulden zu übernehmen und damit ein Zeichen zu setzen, ein Zeichen, das den schlechten Ruf der Schweiz, den sie als internationales Fluchtgeldland bekommen hat, verbessern könnte. Ich meine, dieser Ruf hätte es dringend nötig, verbessert zu werden.

Der Bundesrat ist dazu nicht bereit, und ich bin deswegen natürlich selbstverständlich nicht befriedigt von der Interpellationsantwort. Ich verzichte allerdings im Interesse des Parlamentsbetriebs auf eine Diskussion.

88.048

Waldgesetz Loi sur les forêts

Botschaft und Gesetzentwurf vom 29. Juni 1988 (BBl III 173)

Message et projet de loi du 29 juin 1988 (FF III 157)

Beschluss des Ständerates vom 13. Juni 1989

Décision du Conseil des Etats du 13 juin 1989

Kategorie V/III, Art. 68 GRN – Catégorie V/III, art. 68 RCN

M. Houmard, rapporteur, présente par écrit l'exposé d'entrée en matière suivant:

En ouvrant le débat consacré à la nouvelle loi sur les forêts, il est utile de rappeler quelques principes fondamentaux afin de légiférer en connaissance de cause. La forêt a besoin d'une réglementation valable à long terme.

Evitons de traiter cette loi sous le coup de l'émotion. Je me permets de rappeler trois points forts de la politique forestière globale:

1. Le rapport sur «une conception globale d'une politique suisse en matière d'économie des forêts et du bois» insistait, en 1975 déjà, sur le fait que la forêt suisse n'est pas structurée normalement quant à l'âge de ses peuplements. Il y a un manque important de jeunes peuplements et un excès de vieux peuplements.
2. L'inventaire national forestier confirme la thèse émise par les experts à savoir que le potentiel de la forêt suisse est aujourd'hui très élevé. Il est de 330 m³ à l'hectare (à titre de comparaison: 212 m³ en Autriche, 152 m³ en Allemagne, 112 m³ en France et 91 m³ à l'hectare en Suède).
3. La surface forestière est en augmentation. Selon les statistiques à disposition, l'aire forestière s'est agrandie de 15,8 pour cent en quarante ans. Cet accroissement s'est fait par reboisement naturel de surfaces agricoles.

Ce potentiel forestier élevé, cette augmentation de la surface boisée ainsi que l'âge élevé des peuplements ont une origine historique. Si, en 1874, les Chambres fédérales adoptèrent le nouvel article 24 de la constitution accordant à la Confédération le droit de haute surveillance sur la police des forêts dans les régions de montagne, il y eut à cela des raisons bien précises. En effet, durant la première moitié du XIXe siècle, la forêt, surexploitée, ne parvint plus à assumer sa fonction protectrice. D'où la dimension des catastrophes dues aux crues de 1834, 1839 et 1868; aussi les milieux directement concernés et le monde politique ne tardèrent pas à réagir. Ainsi il y a 120 ans qu'on commença, en Suisse, à protéger les forêts dévastées et à les reconstituer.

La conception de la première loi forestière suisse de 1876, élargie en 1902 dans son application à l'ensemble du territoire, est citée aujourd'hui encore en exemple sur le plan international. On l'apprécie parce que, malgré son grand âge, elle a stoppé l'utilisation irrationnelle et excessive de la forêt et a permis de constituer l'énorme potentiel mentionné plus haut. La peur des surexploitations liée à la volonté d'augmenter le matériel sur pied, particulièrement en gros bois, a donné pendant un siècle une forte empreinte à la politique et à l'économie forestière.

Aujourd'hui, le but fixé par la loi de 1876/1902, c'est-à-dire de la forêt et d'un matériel sur pied important, est atteint. Mais la situation a évolué. Depuis une trentaine d'années, bien des propriétaires forestiers renoncent, sous la pression des circonstances économiques, à exploiter la forêt. Cette attitude provoque l'excès des vieux peuplements mentionnés. Aussi le monde forestier, pour éviter un vieillissement exagéré de la forêt, a-t-il compris la nécessité de modifier sa politique d'exploitation en favorisant son rajeunissement. L'étude de Ott (1972) sur ce sujet confirme cet état de fait.

La conception de la nouvelle loi sur les forêts doit permettre de corriger cette situation et d'adapter la politique de l'économie forestière aux nouvelles données. Cette révision mérite donc une attention particulière. Il est essentiel qu'elle soit empreinte de sérénité car elle influencera l'économie forestière pour des décennies. On sait en effet que les soins prodigués aujourd'hui influenceront l'état sanitaire de la forêt dans trente, voire cinquante ans.

Consciente de cette responsabilité, notre commission a consacré une journée entière à l'écoute d'experts de renommée internationale, une deuxième journée à la visite des régions-types quant à la desserte des forêts. Nous avons pu nous rendre compte du rôle essentiel d'une desserte adéquate pour assurer, d'une part, la conservation de la forêt mais aussi, d'autre part, la survie des régions de montagne. Nous avons constaté l'importance que revêt pour les populations de montagne le fait de pouvoir se rendre en plaine afin de compléter le revenu familial. Mais nous avons également apprécié le retour à des constructions en harmonie avec la nature et à des concepts plus restrictifs quant à l'utilisation des chemins forestiers à des fins touristiques. Le séminaire, les visites ainsi que les apports complémentaires fournis par l'administration ont permis à chaque membre de la commission de s'imprégner de la valeur – de ce «Stellenwert» – de la forêt et de mesurer l'importance des fonctions multiples remplies par ce milieu.

Concilier le plus efficacement possible les intérêts relatifs aux trois fonctions de la forêt, fonction protectrice, fonction économique et fonction sociale, voilà le défi posé au législateur. Permettez-moi de préciser ces trois fonctions:

1. La fonction économique. De toute la matière biologique produite par la forêt, 4,5 millions de m³, soit un peu plus de la moitié de la croissance, sont exploités annuellement sous forme de bois. Ces 4,5 millions de m³ ont une valeur marchande et sont une source de financement partiel des frais de gestion. Ce revenu est utilisé notamment pour payer les frais d'exploitation, c'est-à-dire éliminer les vieux arbres et rajeunir les peuplements mais aussi pour prodiguer les soins culturels indispensables au maintien de forêts saines et stables. Les recettes brutes de cette exploitation représentent pour l'ensemble de la Suisse un montant d'environ 450 millions de francs. Il y a 30 ans, ces sommes laissaient un revenu net important aux propriétaires. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas, la totalité des revenus étant réinvestie dans la forêt. On comprend ainsi le rôle important de l'exploitation de la forêt en tant que facteur économique et écologique.

2. La fonction de protection. Dans un pays montagneux comme la Suisse, les fonctions de protection jouent un rôle prépondérant. Il s'agit de protéger l'homme, les habitations, les voies de communication et autres installations contre les influences de la civilisation et les forces de la nature. C'est ainsi que des surfaces forestières importantes ont été reconstituées au cours de ce siècle pour assurer, en particulier, la protection d'agglomérations, de lignes de chemin de fer et d'axes routiers. L'influence régulatrice de la forêt sur le débit des cours d'eau, comme son action protectrice contre les influences nuisibles à la santé, ne sont plus à démontrer.

3. La fonction sociale. Le mode de vie et de travail toujours plus éloigné de la nature donne à la fonction sociale, notamment à l'aspect récréation et zone de détente, une importance toujours plus grande. C'est ainsi qu'il est fait très largement usage du libre accès à la forêt et aux pâturages aussi bien aux abords des villes que dans les régions de détente, voire de tourisme.

La complexité de notre tâche en tant que législateur sera,

comme je l'ai dit, de concilier les intérêts liés à ces trois fonctions car, pratiquement, aucune forêt n'en exerce qu'une seule. Elles sont simultanées. Selon le type de forêt, elles auront une importance équivalente ou, au contraire, l'une ou l'autre d'entre elles dominera les autres. Il est également essentiel de souligner que les fonctions protectrices et sociales n'ont pas de valeur marchande, qu'elles sont offertes, jusqu'à présent, gratuitement par le propriétaire alors que celui-ci n'a aucun rapport personnel ou territorial avec les bénéficiaires. Il est fréquent en effet qu'une forêt protectrice préserve des parties du territoire d'une autre commune, comme il est courant qu'une région de détente soit mise à contribution par des personnes étrangères aux propriétaires de forêts.

L'objectif majeur de la nouvelle loi étant celui d'assurer des soins adéquats et conformes aux exigences de la nature, il s'agit de trouver une solution qui donne satisfaction au propriétaire comme au bénéficiaire de la forêt. Une aide financière des pouvoirs publics devenant inéluctable, il s'agit de rechercher un système de financement efficace. Guidée par ce principe, notre commission a suivi le Conseil fédéral et a rejeté l'idée d'une indemnité à la surface. Nous partageons l'avis que le fait d'être propriétaire de forêt ne justifie aucune prestation financière de l'Etat. Les prestations des pouvoirs publics doivent se limiter aux mesures visant à la conservation des forêts, à la protection des populations et des valeurs matérielles contre les catastrophes naturelles. Nous ne devons pas subventionner le néant. Seuls les propriétaires forestiers qui fournissent eux-mêmes une prestation seront dès lors bénéficiaires d'un soutien sous forme d'aide à l'entraide.

La nouvelle loi sur la conservation des forêts, leur exploitation et la protection contre les catastrophes naturelles a pour but d'actualiser la loi sur la police des forêts, d'harmoniser les dispositions des différents actes législatifs. Il s'agit d'un texte d'ordre général qui doit laisser au canton une marge de manoeuvre lui permettant une adaptation aux conditions régionales. A l'objectif d'ordre quantitatif, à travers lequel on vise à conserver le résultat d'un siècle d'efforts, la nouvelle loi ajoute un objectif d'ordre qualitatif. Ainsi, l'article premier, qui définit les buts de la loi, précise qu'il s'agit:

- de protéger les forêts en tant que milieu naturel;
- de garantir les différentes fonctions mais aussi;
- de sauvegarder l'économie forestière afin de se mettre en mesure de gérer convenablement la forêt.

L'ancienne loi sur les forêts a pleinement assumé la tâche qui lui était dévolue. Nous souhaitons vivement que de nos délibérations sortira une loi adaptée aux nouvelles circonstances permettant de préserver ce bien précieux qu'est la forêt.

Herr **Bircher** Silvio, Berichterstatter, unterbreitet schriftlich das folgende Eintretensreferat:

Warum überhaupt braucht es ein neues Waldgesetz? Das bisherige sogenannte Forstpolizeigesetz von 1902 ist aus der Not der grossflächigen Zerstörung der Wälder und der Naturkatastrophen Ende des 19. Jahrhunderts entstanden. Aufgrund der veränderten Verhältnisse wurde es durch zahlreiche Spezialverordnungen, Bundesbeschlüsse usw. ergänzt, die das Forstrecht insgesamt unübersichtlich machten. Mit dem neuen Waldgesetz wird nun eine einheitliche und klare rechtliche Grundlage geschaffen, die auch den neueren Erkenntnissen gerecht werden will.

Die bewährten, bisher schon gültigen Grundsätze der quantitativen Walderhaltung blieben unbestritten, so etwa das Rodungsverbot in Artikel 6, die Bewilligungspflicht für die Holznutzung (Art. 24) oder das Kahlschlagverbot (Art. 25). Weil es sich aber um ein knappes, nur 57 Artikel zählendes Rahmengesetz handelt, bleibt den Kantonen ein gewisser Ermessensspielraum vorbehalten, der bei diesen Bestimmungen in der Ermächtigung für Ausnahmen enthalten ist. So wird beim Rodungsverbot im Nationalrat definitiv zu entscheiden sein, ob gemäss Bundesrat und Kommissionsmehrheit die Rodungsbewilligungskompetenz der Kantone von 3000 auf 5000 m² zu erhöhen ist, während eine starke Minderheit zugunsten einer einheitlichen schweizerischen Praxis bei den heutigen 3000 m² bleiben möchte.

Weit intensiver gestaltete sich die Diskussion in der Nationalratskommission anlässlich von acht Sitzungen über die Ausdehnung der quantitativen, also räumlichen, auf die qualitativen Walderhaltungsziele. Diese Ziele greifen weit über die flächenmässige Erhaltung des Waldes und das Gleichgewicht von Nutzung und Zuwachs hinaus. Ihnen zufolge ist der Wald als Ökosystem mit einer vielfältigen Tier- und Pflanzenwelt, als Landschaftselement und als Spender von Schutz- und Wohlfahrtsfunktionen zu erhalten. Aus diesen Zielen erklärt sich auch der grosse emotionale Gehalt dieses Gesetzes, das starke Interesse der Öffentlichkeit am Wald insgesamt, das ja schon durch die Tatsache, dass 69 Prozent der Waldfläche im Besitz der öffentlichen Hand sind und durch den berühmten ZGB-Artikel 699 («Das Betreten von Wald und Weide und die Aneignung wildwachsender Beeren, Pilze und dergleichen sind in ortsüblichem Umfange jedermann gestattet») noch gefördert und getragen wird.

Das Spannungsverhältnis zwischen dem Wald als naturnahem Lebensraum, als Erholungsraum und als Wirtschaftsraum führt zu zahlreichen Nutzungskonflikten, die das Gesetz in vielen Artikeln abwägen und lösen will, die aber immer eine Gewichtung zugunsten der einen oder anderen Funktion erfahren können.

Viele der 97 in der Kommission gestellten Abänderungsanträge, die in Form von rund zwanzig Minderheitsanträgen in das Ratsplenum getragen werden, sowie die fünfzehn Differenzen zum Ständerat gelten dieser Abwägung. Als beispielhaft sind hier die Bestimmungen zur Nutzung und Pflege des Waldes (Art. 23) zu erwähnen. Zwar ist der Wald so zu bewirtschaften, dass er seine Funktion dauernd und uneingeschränkt erfüllen kann (Nachhaltigkeit). Aber es ist u. a. den Erfordernissen des naturnahen Waldbaus und des Natur- und Heimatschutzes Rechnung zu tragen. Die Kantone müssen angemessene Flächen für Waldreservate ausscheiden. Auch aus ökonomischen Gründen könnte auf die Bewirtschaftung des Waldes ganz oder teilweise verzichtet werden. Aber auch hier ging die Abwägung in den Kommissionsberatungen oft um Worte, und die definitive Fassung wird der Nationalrat als Gesetzgeber zu entscheiden haben.

Erwähnt sei als weiterer klassischer Nutzungskonflikt im Walde die Erschliessungsproblematik. Auf der einen Seite die rationelle Nutzung und die grösstmögliche Zugänglichkeit, auf der anderen Seite die Rücksichtnahme auf die Natur. Strassen erhöhen zwar die Zugänglichkeit, ziehen aber trotz Fahrverboten immer wieder zweckfremden Motorfahrzeugverkehr an und verursachen damit unerwünschte Störungen für Flora und Fauna. Sie zerschneiden Lebensstätten einheimischer Tier- und Pflanzenarten. Das Befahren mit Fahrzeugen darf nach Artikel 15 nur zu forstlichen Zwecken gestattet werden; für Ausnahmeregelungen wird ebenfalls der Rat zwischen enger und weiter gefassten Vorschlägen zu entscheiden haben, wobei hier offensichtlich der Tourismusdruck eine immer stärkere Rolle spielt. Mit Walderschliessung hat das aber nichts zu tun. Veranstaltungen «mit erheblichen Belastungen» werden bewilligungspflichtig.

Das neue Waldgesetz enthält auch unbestrittene Bestimmungen zur Bekämpfung und Behebung von Waldschäden (Art. 20). Hier gilt es aber klar festzuhalten, dass auch mit einem neuen Waldgesetz das Problem des schadstoffbedingten Waldsterbens nicht gelöst werden kann – es bleibt bei der Bekämpfung von Symptomen. Den von aussen einwirkenden Ursachen muss mit einer drastischen Reduktion der Luftschadstoffe im Rahmen der Umweltschutzgesetzgebung begegnet werden. Bei Waldschäden, wie sie sich vor einem Jahr letztmals in grösserem Umfang ereigneten, kann das Parlament spezielle Massnahmen ergreifen (Art. 22) und Kredite sprechen. Normalerweise standen dem Bund für Massnahmen im Wald jährlich rund 150 Millionen Franken zur Verfügung. Gestützt auf neue Bestimmungen des Waldgesetzes werden diese Bundesleistungen auf etwa 300 Millionen Franken ansteigen. Die Kantone werden in der Folge ihrerseits weitere rund 100 Millionen Franken jährlich aufzubringen haben.

Eintreten auf das Gesetz blieb unbestritten.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière*

Detailberatung – Discussion par articles

Titel

Antrag der Kommission

Mehrheit

Bundesgesetz über Walderhaltung, Waldnutzung und Schutz vor Naturereignissen

Minderheit

(Meier-Glatfelden, Bircher Silvio, David, Kuhn, Longet, Loretan)

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Titre

Proposition de la commission

Majorité

Loi fédérale sur la conservation des forêts, leur exploitation et la protection contre les catastrophes naturelles

Minorité

(Meier-Glatfelden, Bircher Silvio, David, Kuhn, Longet, Loretan)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Meier-Glatfelden, Sprecher der Minderheit: Der Titel ist nicht das Massgebende, sondern der Inhalt ist das Massgebende. Aber der Titel soll den Zweck des Gesetzes klar darstellen.

Gemäss der Fassung des Bundesrates nennt sich das Waldgesetz «Bundesgesetz über Walderhaltung und Schutz vor Naturereignissen». Diesem Titel entsprechend verfolgt das Gesetz zwei Zwecke, nämlich die Walderhaltung und den Schutz vor Naturereignissen. Die beiden Zwecke sind im Zweckartikel 1 in den Absätzen 1 (Walderhaltung) und 2 (Schutz vor Naturereignissen) näher umschrieben. Die Waldnutzung ist Bestandteil der Walderhaltung gemäss Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe c. Und nach dem Aufbau des Gesetzes gemäss Vorschlag Bundesrat und gemäss der Fassung des Ständerates gehört die Waldnutzung nicht in den Titel des Gesetzes.

Ich bitte Sie, dem Titel gemäss Antrag Bundesrat und Ständerat zuzustimmen.

Hess Otto: Die SVP-Fraktion unterstützt aus Ueberzeugung den Mehrheitsantrag, nämlich, dass im Titel das Wort «Waldnutzung» enthalten sein soll. Wir bestreiten nicht, dass im Begriff «Walderhaltung» im weitesten Sinn die Nutzung eingeschlossen ist. Wir sind aber der Meinung, dass die Gesetze in einer leicht verständlichen Sprache – in unmissverständlichen Ausdrücken – abgefasst werden sollen. Der gewöhnliche Bürger versteht den Begriff «Walderhaltung» nicht ohne weiteres so, dass darunter auch eine Waldnutzung verstanden wird. Dass im Wald eine sinnvolle, fachgerechte Nutzung von zentraler Bedeutung ist, im Interesse seiner Gesunderhaltung, weiss jeder, der in enger Beziehung zum Wald steht. Als Privatwaldbesitzer habe ich eine enge Beziehung zum Wald nicht nur wegen seiner Schutz- und Wohlfahrtsfunktion, sondern ebenso sehr wegen seiner Nutzfunktion, womit ich auch gleich meine Interessenbindung offengelegt habe.

Bei den extremen Stürmen, die im Februar 1990 über unser Land hinweggefegt sind, wurde an vielen Beispielen offenkundig bewiesen, dass ein gut gepflegter, sinnvoll und fachgerecht genutzter Wald solchen Extremsituationen eher standhält als ein Wald, der sich selber überlassen ist. Die gleiche Feststellung trifft auch zu, wenn man den Einfluss der stark belasteten Luft auf unseren Wald betrachtet. Eine sinnvolle, fachgerechte Pflege des Waldes besteht nun einmal, wenn der Wald ein entsprechendes Alter erreicht hat, aus einer Nutzung. Man darf hinter dem Wort «Nutzung», meine Damen und Herren vom Natur- und Heimatschutz, nicht immer gleich den Teufel sehen. Dieser Umstand könnte dann zutreffen, wenn die Nutzung nicht sinnvoll, nicht fachgerecht, nicht nachhaltig ausgeführt würde. Mit dieser Feststellung kommt auch gleich zum Ausdruck, welche zentrale Bedeutung der Nutzung im Wald zukommt.

Auch aus dieser Optik muss im Titel dieses Gesetzes die Nutzung erwähnt sein. Sinngemäss trifft das auch für alle jene Artikel zu, wo es um die gleiche Problematik geht. Ich will nun nicht zu jedem Artikel das Wort beanspruchen. Der Wald, der ja in den letzten Jahren unternutzt worden ist, könnte in Zukunft als Rohstoff- und Energielieferant eine weit grössere Bedeutung erlangen, als das heute der Fall ist, vor allem auch deshalb, weil die Rohstoffproduktion Holz und dessen Entsorgung unsere Luft nicht zusätzlich belasten. Auch unter diesem Gesichtspunkt kommt der Nutzung – im guten Sinn gemeint – eine zentrale Bedeutung zu. Die SVP-Fraktion ist der Ansicht, dass ein Begriff, dem in diesem Waldgesetz eine derart zentrale Rolle zukommt, auch im Titel erwähnt werden soll, wenn schon andere Funktionen des Waldes im Titel des Gesetzes erwähnt werden.

Aus diesen Gründen bitte ich Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Tschuppert: Die ersten Menschen, die bei uns Fuss fassten, mussten das lebensnotwendige Acker- und Weideland mühsam dem Wald abringen, verloren aber den Respekt vor dem Walde nicht. Sie waren ja schliesslich auf Gedeih und Verderb mit ihm verbunden. Der Wald lieferte Bau- und Brennstoffe und bot wertvollen Schutz vor Gefahren der Natur. Die Bergbewohner beispielsweise wurden immer wieder schmerzhaft an die Bedeutung des Waldes erinnert, wenn ihnen infolge übermässiger Rodungen und Nutzungen Wasser und Lawinen Haus und Stall verwüsteten.

Aus dieser Zeit stammt die traditionelle Waldverbundenheit der Schweizer. Der Wald liefert aber nicht nur den alltäglichen Rohstoff, sondern ist auch ein wertvoller und geschätzter Erholungsraum geworden.

Diese Umlagerung der Bedeutung hat zweifellos ihre Vorteile, aber auch ihre Nachteile. Die Walderhaltung als solche wird zwar grundsätzlich anerkannt, aber man gibt sich kaum oder zu wenig Rechenschaft darüber, was alles hinter dem Wald steckt, wer ihn beispielsweise pflegt, nutzt oder wem der Wald gehört. Andererseits mag dem einen oder anderen die Rückkehr der vom Menschen nicht mehr beeinflussten Natur, das Wiedererstehen der Wildnis und des Urzustandes durchaus erwünscht erscheinen.

Der vorliegende Entwurf zum neuen Waldgesetz hat aber zum Ziel, einen Waldzustand anzustreben, der nicht einseitige Interessen berücksichtigt, sondern möglichst gleichzeitig und in optimaler Kombination den Aufgaben des Waldes gerecht wird: der Nutzfunktion, der Schutzfunktion und der Wohlfahrtsfunktion. Deshalb ist es von grosser Bedeutung, dass bereits im Titel des neuen, zeitgemässen Gesetzes alle wesentlichen Ziele, die mit diesem Gesetz erfüllt werden sollen, auch umschrieben sind.

Die FDP-Fraktion steht einstimmig hinter diesem Antrag der Mehrheit. Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen.

Frau Ulrich: Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, den Antrag der Mehrheit abzulehnen.

Vorhin hat Herr Otto Hess sehr schön ausgeführt, wie wichtig es sei, den Wald zu pflegen, um solchen Sturmschäden eventuell vorbeugen zu können. Ich bin mit ihm einverstanden: die Pflege gehört zur Walderhaltung. Das ist ja genau das, was im Vorschlag des Bundesrates enthalten ist, nämlich die Walderhaltung, und darin ist die Waldnutzung inbegriffen; Sie haben ja richtig gesagt, die Nutzung bräuchten wir, damit keine grossen Schäden entstehen können. Aber – und deshalb bin ich dagegen – für mich geht es darum, im Titel ein Gleichgewicht zu finden. Ein Gleichgewicht zwischen der Oekonomie, die auch ihre Berechtigung hat, und vor allem der Oekologie des Waldes, die immer mehr an Bedeutung gewonnen hat. Wenn wir nun den Titel gemäss Mehrheit abändern, dann geben wir ganz eindeutig den ökonomischen Aspekten des Waldes ein Übergewicht.

Deshalb bitte ich Sie, dem Minderheitsantrag, dem Beschluss des Ständerates und dem Vorschlag des Bundesrates zuzustimmen.

Kuhn: Nachdem beschlossen wurde, auf eine Eintretensdebatte zu verzichten, müssen Sie verstehen, dass ich meine all-

gemeinen Ausführungen und die Stellungnahme unserer Fraktion bei erster Gelegenheit anbringen möchte. Diese bietet sich sogar sehr glaubhaft beim Titel des Gesetzes.

Die LdU/EVP-Fraktion ist der Meinung, dass das Wort «Waldnutzung» im Titel dieses neuen und fortschrittlichen Gesetzes fehl am Platz ist. Sie tritt für die Fassung des Bundesrates und des Ständerates ein. Walderhaltung ist ein Oberbegriff, in dem die Waldnutzung als eine der möglichen Arten der Walderhaltung bereits enthalten ist. Einen Wald nur zu pflegen – also Waldpflege zu machen – oder die Schaffung eines Waldreserves sind auch mögliche Arten der Walderhaltung und müssten demnach folgerichtig ebenfalls im Titel aufgeführt werden. Fassen wir doch den Titel dieses Gesetzes kurz und klar, und versuchen wir nicht, bereits in der Überschrift tendenziöse Gewichtungen zu plazieren. Ich bitte Sie also, den Minderheitsantrag zu unterstützen.

Das Wort «tendenziös» habe ich nicht ganz zufällig gewählt. Zur näheren Begründung möchte ich ein paar persönliche Bemerkungen zu den vorliegenden schriftlichen Berichten machen.

Zuerst einmal hat es mich sehr erstaunt, dass es im Nationalrat möglich ist, dass ein eindeutiger Interessenvertreter Präsident einer vorberatenden Kommission werden kann. Ich hätte diesen Umstand kaum in meinem Votum erwähnt, wenn nicht auch der Bericht des Kommissionspräsidenten sehr einseitig ausgefallen wäre – ja, er ist einäugig auf die Nutzung und Bewirtschaftung des Waldes ausgerichtet. Auf fünf Seiten des Berichtes kommt das Wort «Natur» nur zweimal und ganz am Rande vor, während Begriffe wie «Holzwirtschaft», «Holzpotential», «Holznutzung», «Holzvorrat», «Holzgewinnung», «Holzverkauf», «Waldbewirtschaftung» und «Waldüberalterung» immer wieder auftauchen. Dieses reine Kosten/Nutzen-Denken, diese rein ökonomische Betrachtungsweise des Waldes haben mich erschreckt. Der Präsident scheint aus all den Diskussionen, Besichtigungen und Hearings, die wir durchgeführt haben, nichts gelernt zu haben. Das ausgewogene schriftliche Referat des Sprechers deutscher Sprache hat mich dann etwas versöhnt.

An acht interessanten, lebhaften Kommissionssitzungen sollte doch die breite Erkenntnis gewachsen sein, dass der Wald neben seiner unbestrittenen Schutzfunktion und wirtschaftlichen Bedeutung auch eine wichtige ökologische und soziale Bedeutung hat. Der Wald ist mehr als nur eine Ansammlung von Bäumen, die, wenn sie im besten Alter sind, umgeschlagen und verarbeitet werden müssen. Er ist ein vielfältiger Lebensraum für unzählige Tiere und Pflanzen, er ist von unschätzbarem Wert für uns Menschen, für unsere Seele und für unsere Erholung, er bereichert unsere Landschaft und ist somit wichtiger Bestandteil unserer Heimat. Wir sind froh, dass das Gesetz von einer rein quantitativen Walderhaltung mit genereller Bewirtschaftungspflicht abgekommen ist und zu einer qualitativen Waldbetrachtung gefunden hat.

Die Nutzung des Waldes dient vor allem der Holzversorgung und der Sicherung von Arbeitsplätzen. Das sind seit Jahrhunderten unbestritten wichtige und legitime Anliegen, und sie sollen im Gesetz ihren festen Platz finden. Aber auch die ökologische Bedeutung muss heute gleichberechtigt im Gesetz untergebracht werden. Deshalb unser Kampf um «Wörtchen». Fast zwei gleich starke Lager haben in der Kommission mit wechselnden Mehrheiten ihre Anliegen zu plazieren versucht. Das wird Sie heute noch einige Zeit beschäftigen.

Die LdU/EVP-Fraktion stimmt – wie einige so simpel vereinfachend zu sagen pflegen – durchweg den rot-grünen Anliegen zu, wobei zu bemerken ist, dass im Wald nur die Beeren rot sind.

Mme Paccolat: Les travaux de la commission ont fait apparaître un décalage entre la conception originelle de la loi qui voulait strictement une révision partielle et le concept actuel qui touche différents domaines, précisément l'économie, l'écologie, l'aménagement du territoire et dont, évidemment, les intérêts peuvent entrer en conflit. Il est bien difficile de trouver un dénominateur commun à ce que chacun attend de la forêt. Les exigences sont contradictoires. Si la population attribue une grande valeur à la fonction de service – et la Société forestière

suisse avait évalué en son temps la valeur de la fonction de détente entre 152 et 354 millions de francs – les propriétaires de forêts par contre, accordent, de façon justifiée, la priorité à la fonction économique de la forêt. Nous avons aujourd'hui un volume de production de bois à peine supérieur à 4,5 millions de m³ par an et l'inventaire forestier national estime la capacité à 6,5 millions de m³ par an pour les dix ans, ce qui reste encore inférieur à notre consommation intérieure qui est d'environ 7,5 millions de m³ par an.

Introduire dans le titre la notion d'exploitation, c'est affirmer, à juste titre, la fonction économique de la forêt, c'est vouloir reconnaître dans la balance des intérêts les trois fonctions de la forêt: économique, écologique et sociale.

Au niveau de ce débat, il importe de faire une différenciation dans le paysage forestier, car si les forêts des Alpes ont une fonction protectrice prioritaire, les forêts du Plateau ou des Préalpes et du Jura ont une fonction économique prioritaire, elles assurent la base d'approvisionnement de notre industrie indigène du bois. Nous pensons que si l'on veut élaborer une stratégie visant au renforcement de la fonction de rendement et les articles 23 dans le chapitre 4 de la loi traitent des principes de gestion, affirmant la volonté d'un rendement soutenu, il convient cependant de ne pas réduire les fonctions protectrices et sociales car, chacun le sait, la forêt ne peut remplir de façon satisfaisante ces différentes fonctions que si elle est entretenue. C'est surtout dans les forêts qui ont été reconstituées sur les coupes rases du siècle dernier qu'un entretien régulier, une exploitation est nécessaire pour les conserver et améliorer leur stabilité. La nouvelle loi permet d'opter pour différents types de gestion, suivant la fonction à assurer et les exigences en matière de protection.

Le groupe PDC soutient la proposition de la majorité de la commission.

Rüttimann: Ich schliesse mich der Vorrednerin an, die unsere Fraktionssprecherin ist. Ich habe meine kurze Zeit in Anspruch genommen, um als derzeitiger Präsident der forstlichen Gruppe der eidgenössischen Räte ein paar Ausführungen zu machen. Denn dieser Titel und Ingress wie auch der Artikel 1 haben zweifellos eine Pilotfunktion für das ganze Waldgesetz. Die forstliche Gruppe ist übereinstimmend der Meinung, dass wir ein neues, fortschrittliches und zeitgemässes Waldgesetz brauchen. Sie ist auch in der Mehrheit der Auffassung, dass alle genannten Funktionen des Waldes zu einer Symbiose zusammengefasst werden müssen. Konkret geht es also darum, die Nutzfunktion – also die wirtschaftliche Komponente – nicht über Bord zu werfen. Diese ist unseres Erachtens weiterhin nötig, wenn etwa die andern – nämlich die Erholungs-, Schutz- und ökologische Funktion –, wie der Name sagt, funktionieren sollen.

Auch wenn eingewendet wird, die Holznutzung und -bewirtschaftung seien heute defizitär, so ist dafür nicht der Wald, sondern es sind andere Faktoren verantwortlich. Zudem könnten die Zeiten und damit auch die Ertragslage der Wälder wieder ändern.

Es darf auch nicht vergessen werden, dass in unseren Wäldern viele tausend Arbeitskräfte ihr Einkommen finden. Ich möchte nicht unterlassen, den Förstern und Forstleuten aller Stufen für ihre ohne grosse Publizität jahraus, jahrein unter zum Teil erschwerten Bedingungen geleistete Arbeit herzlich zu danken und ihnen die Anerkennung auszusprechen.

Wir beklagen uns gerne und immer wieder über unseren Mangel an Rohstoffen. Holz ist ein einheimischer Rohstoff par excellence und erst noch nachwachsend. Wir haben also allen Grund, ihn auch zu nutzen. Es ist auch bemerkenswert, dass wir in unserem Land die grössten Nutzholzvorräte pro Quadratkilometer haben, mehr als die skandinavischen Staaten, die doch als eigentliche Forst- und Holzländer gelten. Man kann sich darum kaum vorstellen, welcher Zustand in unseren Wäldern bald folgen würde, wenn wir die Nutz- und Wirtschaftsfunktion dem Zufall überlassen würden.

Wir bitten Sie daher, der Mehrheit zuzustimmen und diese Philosophie durch das ganze Gesetz hindurch folgen zu lassen.

M. Friderici: Comme l'a rappelé le président de la commission dans son rapport écrit, la loi qui, aujourd'hui encore, régit la forêt suisse date de 1902. Son grand âge ne permet cependant pas de la qualifier d'obsole. Elle est encore l'objet d'une grande considération sur le plan international et a permis de refréner l'exploitation excessive du bois que notre pays connaissait au siècle dernier. De nos jours, nous constatons un phénomène inverse et la répartition des classes d'âge de la forêt suisse fait craindre des carences dans le rajeunissement des peuplements.

Dans les délibérations de notre conseil, nous ne devons pas perdre de vue que l'exploitation judicieuse et soutenue de la forêt est un facteur de santé, de renouvellement et de conservation à long terme de notre patrimoine forestier. Les fonctions de la forêt, et plus particulièrement sa fonction protectrice, sont conditionnées par un renouvellement régulier des peuplements. Nous devons donc impérativement encourager et garantir une exploitation économique et rationnelle de la forêt. Pour cela, nous devons faciliter le travail des professionnels de la branche, de l'ingénieur forestier au dernier maillon de la filière du bois, sans oublier le dur labeur des bûcherons travaillant dans des conditions souvent difficiles et payant un lourd tribut à la protection de la nature par de nombreux accidents professionnels.

L'exploitation judicieuse et soutenue de la forêt n'est pas synonyme de surexploitation. Bien au contraire, elle doit garantir un équilibre entre toutes les fonctions de la forêt: fonctions économique, protectrice et sociale. En ajoutant dans le titre le terme d'«exploitation», nous favoriserons également cette fonction économique qui, à notre sens et à celui du groupe libéral, est l'un des principaux garants de la bonne santé de la forêt suisse.

En forçant sur l'une ou l'autre des fonctions essentielles de la forêt, on risque de créer un déséquilibre temporaire et nuire ainsi à la conservation à long terme du milieu forestier. Il faut donc insister sur les différences qui peuvent exister entre les diverses régions de notre pays et, pour cela, en dehors des rôles essentiels qui sont et restent dévolus à la Confédération, laisser un maximum de compétences aux cantons. Les rôles de la Confédération sont importants: la formation et le perfectionnement professionnels, l'enseignement dans les Ecoles polytechniques, le soutien aux écoles techniques supérieures, la recherche forestière, la définition d'une politique forestière nationale et la coordination entre les différentes régions en fonction de la spécificité de celles-ci.

La formation des ingénieurs forestiers dans une seule Ecole polytechnique fédérale garantit l'unité de l'enseignement. Dans la pratique, ces cadres de notre économie forestière appliquent sur le terrain les mêmes bases théoriques en les adaptant aux milieux, aux biotopes de la région dont ils ont la responsabilité. Il convient dès lors de maintenir une certaine autonomie cantonale dans la gestion du patrimoine forestier. Tel critère cantonal peut paraître essentiel dans une région donnée alors que, sur le plan fédéral, l'accent sera porté sur un autre facteur d'appréciation.

La fonction protectrice, si elle ne peut être niée, sera estimée par les professionnels selon des critères objectifs. Il n'en est pas de même de la fonction sociale de la forêt qui, elle, varie en fonction des habitudes d'une population, voire des modes de vie qui seront différents à travers les âges. Nous ne devons pas sacrifier en légiférant aujourd'hui à une mode passagère qui privilégierait une fonction plutôt qu'une autre de la forêt suisse. Au contraire, nous devons responsabiliser les gérants et les propriétaires forestiers, privés ou publics, et accorder aux cantons le libre choix de leurs critères de décision.

Pour cette raison, le groupe libéral vous recommande d'accepter la proposition de la majorité et d'inclure dans le titre de cette loi la fonction de l'exploitation de la forêt qui est une fonction économique.

M. Houmard, rapporteur: Permettez-moi tout d'abord de répondre à M. Kuhn qui me reproche d'avoir accepté la présidence de cette commission. Je voudrais lui rappeler que j'ai demandé par voie de motion, en 1980, de réviser la loi sur les forêts. Le Conseil national avait accepté cette motion, le Conseil

des Etats et le Conseil fédéral ont laissé cette révision en deuxième priorité, avec la conséquence peu judicieuse que nous avons dû voter deux arrêtés urgents pour combler la lacune. Monsieur Kuhn, je crois qu'il est toujours préférable de connaître l'ensemble d'un problème lorsqu'on veut élaborer des thèses. Je me suis toujours appliqué à être le plus objectif possible. Je me suis imprégné du rapport d'experts sur une conception globale d'une politique forestière, rapport qui avait été demandé par le Département fédéral de l'intérieur en 1970 et élaboré par trois experts de renommée mondiale, soit Mme Heidi Schelbert, professeur, Institut pour la recherche économique empirique de l'Université de Zurich, qui est aujourd'hui présidente du Forum, M. le professeur Steinlin, recteur de l'Université de Fribourg en Brisgau, et M. Crettol, professeur, Institut d'économie d'entreprise de l'Université de Fribourg. Je recommande à M. Kuhn de lire ce rapport, fort instructif, qui évoque déjà ce qui nous attend si nous ne procédons pas à l'adaptation requise par l'état de la forêt. Personnellement, je n'ai en tout cas rien à me reprocher, Monsieur Kuhn. Je peux aujourd'hui encore lire avec plaisir ce que je disais lors du débat sur les forêts, j'ai été objectif, et cette attitude est reconnue. La commission vous propose de compléter le titre de cette loi en y ajoutant la notion d'exploitation. Dans mon rapport écrit, j'ai rappelé quelques principes fondamentaux permettant d'élaborer une politique forestière cohérente, et c'est de cela qu'il s'agit, Monsieur Kuhn. Il apparaît clairement que l'état de la forêt exige une adaptation aux nouvelles données forestières de l'ancienne loi sur la police des forêts de 1876/1902. Il y a cent ans, il importait avant tout de protéger l'aire boisée, de casser la surexploitation et d'éviter les défrichements incontrôlés. Il fallait en conséquence fixer des quotas d'exploitation pour assurer un rendement soutenu et la constitution du matériel sur pied. Cette philosophie d'exploitation restrictive a marqué la politique forestière pendant plus d'un siècle. Le mot-clef de cette politique était la conservation.

Aujourd'hui, la situation a évolué. Le potentiel forestier reconstitué grâce à cette loi présente une répartition des classes d'âge peu favorable à un équilibre sylvicole. Ce sont des raisons économiques, et entre autres les frais élevés d'exploitation dus notamment aux conditions climatiques et topographiques et à la gestion particulièrement proche de la nature – il faut en tenir compte, Monsieur Kuhn, nous pratiquons en Suisse une gestion beaucoup plus proche de la nature que n'importe où – ce sont ces frais-là qui ont incité bien des propriétaires à renoncer à exploiter et à rajeunir leurs forêts comme il aurait fallu. Or, le fait de négliger les soins aux cultures et les mesures de régénération provoque une diminution de la stabilité de la forêt. Il est par conséquent essentiel d'adapter la notion de conservation aux nouvelles circonstances, et il est tout aussi important, pour des raisons d'équilibre écologique, que la forêt soit régulièrement exploitée. C'est pourquoi la commission vous propose d'inclure dans le titre de cette loi la notion d'exploitation.

L'essentiel pour la réussite d'une conception globale de l'économie forestière consiste à remettre nos forêts dans un état qui leur permette de remplir de façon économique et soutenue leurs multiples fonctions. J'ai souligné dans mon rapport le rôle important de cette exploitation en tant que facteur économique et écologique. L'exploitation favorise le rajeunissement, améliore la stabilité de la forêt et permet, ne l'oublions pas, d'attribuer annuellement 450 millions de francs au compte «Entretien des forêts». Nous sommes d'avis que notre pays, dépourvu d'autre matière première, ne peut pas se permettre de laisser en friche une matière première aussi précieuse. D'autre part, il faut souligner qu'une utilisation durable du bois, comme matériau de construction par exemple, permet de fixer le gaz carbonique plus longtemps que la durée de vie de l'arbre. L'accumulation naturelle du CO₂ dans le bois est ainsi prolongée pendant un ou deux siècles, ce qui représente une contribution supplémentaire à la diminution de la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère.

Toutes ces raisons ont incité la majorité de la commission à inclure la notion d'exploitation dans le titre de la loi et je vous demande de soutenir la majorité de votre commission et de rejeter la proposition de minorité Meier-Glatfelden.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Beim Titel treffen wir bereits eine der 15 Differenzen an, die die Kommission zum Ständerat geschaffen hat. Es gibt mir Gelegenheit, Sie daran zu erinnern, dass wir dieses Gesetz als Zweitrat beraten. Vielleicht auch ein Grund dafür, dass wir uns mit schriftlichen Eintretensberichten etwas kürzer gefasst und zur Oekonomie des Ratsbetriebes beigetragen haben. Es gibt mir aber auch Gelegenheit, daran zu erinnern, dass die Vorlage des Bundesrates bereits mit dem Datum des 29. Juni 1988 versehen ist. Die Beschlüsse des Ständerates datieren vom 13. Juni 1989, und unsere Kommission schloss ihre Beratungen am 30. August 1990 ab. Wir haben einstimmig Eintreten auf dieses Gesetz beschlossen.

Vielleicht entgegen den entsprechenden Meinungen der Fraktionssprecher hat eine relativ knappe Mehrheit mit 8 zu 6 Stimmen beschlossen, den Titel zu ändern. Wir haben ja im Vorschlag des Bundesrates und des Ständerates an sich schon einen relativ ausgeweiteten Titel «Bundesgesetz über Walderhaltung und Schutz vor Naturereignissen». Wenn Sie den Titel des heute noch gültigen Gesetzes anschauen, so stellen Sie fest, dass es mit dem Namen «Forstpolizeigesetz» überschrieben ist. Dieses heute noch gültige Gesetz entstand weitgehend aus der Not der grossflächigen Zerstörung unserer Wälder durch Naturkatastrophen und hat sich damit weitgehend auch auf die quantitative Walderhaltung konzentriert. Im heutigen, nun zur Beratung stehenden Gesetz haben wir verschiedene Waldfunktionen im Zweckartikel eingebaut und dort auch ausdrücklich erwähnt. Ich bitte Sie, einen Blick auf diesen Zweckartikel zu werfen. Dort finden Sie unter dem Schutzaspekt, dem Wohlfahrtsaspekt, ausdrücklich die Nutzfunktion des Waldes aufgeführt. Wir haben in diesen Zweckartikel auch eingebaut, dass der Wald als naturnahe Lebensgemeinschaft zu erhalten sei. Deshalb ist dieser Titel jetzt entsprechend weiter gefasst.

Ich möchte in Anknüpfung an diesen Zweckartikel und im Hinblick auf die Botschaft festhalten, dass im Ausdruck «Walderhaltung» effektiv die Nutzfunktion inbegriffen ist. Walderhaltung ist umfassend zu verstehen. Man hat einerseits den ökonomischen Aspekt darunter zu verstehen, also alles, was den Wald als Wirtschaftsraum oder als Holzlieferanten angeht, ausdrücklich auch die Waldnutzung.

Die Walderhaltung hat aber auch einen ökologischen Aspekt zu vertreten. Sie hat den Wald als naturnahen Lebensraum, als lebensnotwendigen Wasserspeicher, als Sauerstofflieferanten und nicht zuletzt auch als Beherberger von 60 bis 70 Prozent aller Tiergattungen und Pflanzenarten der Schweiz abzudecken.

Persönlich – ich muss Ihnen das sagen – finde ich es deshalb schade, wenn Sie diese ausgewogene Titelgebung, wie sie uns der Bundesrat und der Ständerat vorschlagen, umstossen würden.

Ich persönlich habe deshalb für die Minderheit gestimmt.

Bundespräsident Cotti: Ich möchte mich zuerst dafür bedanken, dass das Waldgesetz in seinem Entwurf eigentlich in der Substanz auf keine Opposition gestossen ist. Sie konnten sogar eine Debatte zum Eintreten vermeiden. Sie wäre an und für sich sehr interessant gewesen, denn letzten Endes schicken Sie sich an, eine 100jährige Gesetzgebung zu ersetzen, und einige vertiefere Kommentare hätten sich ohne Zweifel gerechtfertigt. Aber einige Vertreter der Fraktionen, die hier das Wort ergriffen, haben dennoch die Gelegenheit benutzt, die wesentlichen Elemente dieser Gesetzgebung wiederzugeben.

Ich hörte gerne, dass einige Redner von einem fortschrittlichen Gesetz gesprochen haben. Was bedeutet fortschrittlich? Gerade im Wort Schritt ist ja wiedergegeben, was das Gesetz gegenüber der heutigen Realität und ihren Bedürfnissen widerspiegeln sollte. Genau in diesem Sinne haben wir versucht, einen Gesetzesentwurf vorzubereiten, der die neuen Gegebenheiten bezüglich des Phänomens Wald voll und ganz berücksichtigt, insbesondere auch die verschiedenen, zum Teil neuen Funktionen, welche der Wald heute übernimmt. Die ausgesprochene Schutzfunktion und die traditionelle Nutzfunktion des Waldes bleiben selbstverständlich erhalten. Aber neu und als wirklich wesentlicher Faktor kommt die soge-

nannte allgemeine soziale Funktion des Waldes hinzu. Die Botschaft sagt ganz genau, dass die drei Funktionen in ihrer Bedeutung gleichberechtigt sind, dass es also keine prioritäre Funktion gibt. Sie wissen ja auch, die verschiedenen Funktionen sind zum Teil miteinander verflochten. Damit möchte ich gleichsam diese Einführung abschliessen.

Wenn also die Absichten eines Gesetzes umschrieben sind, so sollten sich diese Finalitäten auch im Titel des Gesetzes ausdrücken, wobei selbstverständlich der Titel keine rechtliche Bedeutung hat. Aber es ist ja ganz normal, wenn Sie einen Inhalt haben, sollten Sie ihn so gut wie möglich definieren. Der Bundesrat glaubt, seine Definition entspreche dem, was ich sehr kurz bezüglich des Inhaltes gesagt habe. Warum? Weil die Erhaltung des Waldes als Hauptzielsetzung alle anderen Elemente miteinschliesst, die erwähnt worden sind. Wir erhalten also den Wald, um z. B. der sozialen Funktion gerecht zu werden. Wir erhalten den Wald auch dadurch, dass wir seine Nutzfunktion korrekt ausüben. Deshalb muss ich sagen: Waldnutzung ist selbstverständlich im Begriff Walderhaltung schon enthalten. Ich möchte dem Problem nicht allzu grosse Bedeutung beimessen.

Die rechtlichen Inhalte kommen nachher in den Artikeln, und es ändert nichts an der Akzentsetzung, wenn Sie auch die Nutzfunktion hinzufügen. Aber bleiben wir doch bei klaren Begriffen und versuchen wir nicht, hier komplizierte Definitionen einzuflechten, die ganz einfach nicht nötig sind und die, auch was die Klarheit der Begriffe anbetrifft, in keiner Weise verlangt wären.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	74 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	53 Stimmen

Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 1

Antrag der Kommission

Abs. 1 Bst. a, b

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 1 Bst. c

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Meier-Glatfelden, Kuhn, Loretan)

c. seine Schutz-, Wohlfahrts-, Naturschutz- und Nutzfunktion (Waldfunktionen)

Abs. 1 Bst. d

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Jung, Frey Claude, Friderici, Hess Otto, Paccolat, Schwab, Tschuppert, Wanner)

d. erhalten und eine nachhaltige Nutzung garantieren.

Abs. 2

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 1

Proposition de la commission

Al. 1 let. a, b

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1 let. c

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Meier-Glatfelden, Kuhn, Loretan)

c. leurs fonctions protectrices, sociale, protectrice de la nature et économique

Al. 1 let. d

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Jung, Frey Claude, Friderici, Hess Otto, Paccolat, Schwab, Tschuppert, Wanner)

d. l'économie forestière et de garantir une exploitation soutenue.

Al. 2

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Meier-Glatfelden, Sprecher der Minderheit: Im Verlauf der Kommissionsverhandlungen und auch jetzt wieder bei der Diskussion um den Titel ist mir klar geworden, dass Nutzung hier meilenweit vor Naturschutz kommt. Es ist durchaus legitim, dass Landwirte und Waldbesitzer ihre eigenen Interessen vertreten. Wir vertreten nicht unsere eigenen Interessen, sondern wir vertreten die Interessen der Natur.

Wenn Herr Kollege Rüttimann sagt, der Titel habe Pilotfunktion, so hoffe ich nur, dass dieses Nutzungsdenken sich nicht durch die ganze Vorlage hindurchzieht. Ich habe ja anlässlich der Titeldiskussion gesagt, wichtig sei der Inhalt, nicht der Titel. Wir haben also noch alle Chancen.

Wir haben in der Kommission einen Brief vom Komitee Schweizerholz bekommen. In diesem Brief sind die Zwecke des Waldgesetzes genau aufgelistet: Zuerst kommt die Nutzung, dann die Erholung und dann der Naturschutz; das bedeutet: Zuerst geht es um den materiellen Nutzen, dann um den Lustgewinn, und zuletzt kommt dann noch der Schutz der Natur.

Herr Kollege Otto Hess hat gesagt, er möchte klare Begriffe schaffen. Ich möchte mit meinem Vorschlag auch klare Begriffe schaffen; ich möchte, dass klar festgelegt wird, dass auch der Naturschutz in diesem Waldgesetz seinen Platz hat. Die grüne Fraktion schliesst sich meinem Minderheitsantrag einstimmig an. Ich bitte Sie, dies auch zu tun.

Jung, Sprecher der Minderheit: Herr Meier-Glatfelden hat eben gesagt, dass wir in diesem Gesetz klare Begriffe schaffen wollen. Ich unterstütze ihn sehr und möchte Sie daher darauf aufmerksam machen, dass der bereinigte Minderheitsantrag eine «nachhaltige» Nutzung garantieren will.

Wir sind daran, ein sehr gutes Waldgesetz zu machen. Ein gesunder Wald ist lebensnotwendig, für die gesunde Umwelt sicher eine wesentliche Voraussetzung. Ich darf auch daran erinnern, dass die Waldfläche in unserem Land sich ausdehnt, dass wir über 1 Million Hektaren Wald haben; das ist gleich viel, wie die gesamte landwirtschaftliche Nutzfläche ausmacht. Die sogenannten Fruchtfolgeflächen betragen nur 450 000 ha. Ich meine, der Zweckartikel sollte in Buchstabe d klar aussagen, was wir auch im Titel ausdrücken wollten und was an und für sich vernünftig ist: dass wir eben diesen Wald wie bisher nutzen. Wir wollen den Wald folgerichtig nachhaltig nutzen.

Wenn Frau Ulrich sagt, dass wir Oekonomie, Oekologie und Sozialfunktionen in ein Verhältnis zueinander setzen müssen, so ist ganz klar, dass die Nutzung einen gleich grossen Stellenwert bekommen muss wie die Oekologie und die Sozialfunktionen. Ich möchte aber die Oekologie und die Sozialfunktionen überhaupt nicht schwächen, sondern im Gegenteil ganz klar voranstellen.

Eine nachhaltige Nutzung ist wichtig, weil eine wirtschaftliche Holzproduktion notwendig ist, weil das für unser Land lebensnotwendig und für den Wald die vernünftigste Therapie ist, damit er langfristig gesund bleibt und sein ökologischer Nutzen und seine Schutzfunktionen langfristig sichergestellt bleiben. Auch aus volkswirtschaftlicher Sicht ist eine nachhaltige Nutzung sehr wünschbar und notwendig. Ich will auf keinen Fall der Uebernutzung unseres Waldes das Wort sprechen, im Gegenteil, das passiert auch gar nicht.

Ich darf feststellen, dass heute in unserem Lande jährlich 4,5 Millionen Kubikmeter Holz genutzt werden, dass aber der jährliche Zuwachs das Doppelte, nämlich etwa 9 Millionen Kubikmeter, beträgt. Mit anderen Worten: Der schlagreife Wald nimmt in unserem Land stark zu. Daher wird unser Wald eher krank und steckt den gesunden Nutz- und insbesondere auch den Schutzwald an.

Es ist ein Irrtum zu glauben, ohne nachhaltige Nutzung bleibe der Wald gesund und könne seine Schutzfunktionen weiter erfüllen. Das Gegenteil ist der Fall. Wir müssen gerade dort, wo der Wald Schutzfunktionen innehat, ihn sinnvoll nutzen und pflegen.

Die Schäden sind heute klar sichtbar, und – weil wir die Nutzung nicht in sinnvollem Masse vornehmen – wir haben teilweise heute schon irreparable Schäden; es werden einheimische nachwachsende Ressourcen nicht genutzt. Unserer Volkswirtschaft gehen daher notwendige Erträge verloren.

In unserem Land sind über 100 000 Arbeitsplätze irgendwie mit der Holzwirtschaft verbunden – das ist kein Pappensiel. Wenn wir schon einen solch grossen Holzvorrat in unseren Wäldern haben und die Funktionen des Waldes auch langfristig sicherstellen wollen, muss unser Wald gezielter und effizienter genutzt werden können.

Es ist schon gesagt worden, dass der Holzvorrat in der Schweiz pro Hektare 330 m³ beträgt und in Schweden, in einem skandinavischen Land, nur 91 m³. Noch viele Gründe wären dafür anzuführen, dass wir Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe d ergänzen müssen. Dass wir die Waldwirtschaft fördern und erhalten wollen, ist klar, das reicht aber nicht aus, und darum bitte ich Sie, dass wir den Satzteil hinzufügen und dass wir eine nachhaltige Nutzung garantieren.

Ich bitte Sie im Namen der Minderheit der Kommission und im Namen der CVP-Fraktion, diesem Satz zuzustimmen. Sie erweisen dadurch dem Wald den besten Dienst.

Tschuppert: Ich spreche nur zu Litera d. Bei Litera c empfehle ich Ihnen namens der FDP-Fraktion, der Mehrheit zuzustimmen.

Ich bin Herrn Jung sehr dankbar, dass er seine Minderheit in dem Sinne modifiziert hat, dass er nun an Stelle von «sinnvoll» eine «nachhaltige» Nutzung fordert. Die nachhaltige Holzproduktion ist eine elementare Funktion des Schweizer Waldes. Es geht ja vor allem um die Verjüngung des zum Teil veralteten Waldbestandes, es geht keinesfalls um die Ausbeutung unseres Waldes.

So gesehen hat auch aus volkswirtschaftlicher Sicht – wie das vorhin Herr Jung schon gesagt hat – die nachhaltige Nutzung zumindest einen angemessenen Deckungsbeitrag für die Waldpflege zu erbringen.

Ich bitte Sie namens der FDP-Fraktion sehr eindringlich, der Minderheit Jung zuzustimmen und die Minderheit Meier abzulehnen.

Frau Ulrich: Ich empfehle Ihnen das Gegenteil von Herrn Tschuppert, und zwar aus folgenden Gründen: Wenn wir vorhin beim Titel beschlossen haben, dass die Waldnutzung explizit noch erwähnt wird, ist es im Sinne des Gleichgewichts, von dem ich vorhin gesprochen habe, sicher gerechtfertigt, dass wir in Artikel 1 Absatz 1 Buchstabe c ebenfalls von der Naturschutzfunktion, von der Biotop- oder ökologischen Funktion des Waldes sprechen.

Für viele Menschen in unserem Land hat der Wald eben nicht die Nutzfunktion. Sie brauchen zwar Holz zum Bauen oder unter Umständen zum Heizen. Aber für die meisten von uns verbindet sich der Begriff «Wald» mit dem Ökosystem Wald, mit dem Wald, der dem einzelnen als Erholungsgebiet, als Freizeitaufenthaltsraum usw. zur Verfügung steht.

Als Gegengewicht zum Titel bitte ich Sie, bei Absatz 1 Buchstabe c dem Antrag Meier-Glatfelden zuzustimmen.

Beim Buchstaben b geht es um die Waldwirtschaft. Ich habe immer gemeint, die Waldwirtschaft, wie sie heute verstanden werde, subsumiere die nachhaltige Bewirtschaftung. Ich frage mich schon: Müssen wir das hier noch einmal sagen? Dann habe ich bis jetzt die Aufgabe der Waldwirtschaft völlig falsch verstanden. Für mich heisst Waldwirtschaft, dafür zu sorgen,

dass das System Wald nachhaltig erhalten bleibt. Deshalb erübrigt es sich, hier noch beizufügen, dass damit eine nachhaltige Nutzung gemeint ist.

M. Houmard, rapporteur: La définition du but de la loi donne lieu à deux propositions de minorité. La proposition Meier-Glatfelden préconise, en plus de la fonction sociale, d'ancrer dans la loi au moyen de la lettre c la fonction protectrice de la nature. Toutefois, la majorité de la commission, comme le Conseil fédéral, est d'avis que la fonction protectrice de la nature est comprise dans la fonction sociale. En effet, à la page 16 du message où la fonction sociale est définie, on précise bien que «les forêts exercent une fonction sociale, lorsque leur situation, leur structure, leur peuplement et leur aménagement leur permettent de servir de zone de délassement à la population», mais surtout «lorsque par leur forme, elles modèlent le paysage», ou encore «qu'elles offrent à la faune et à la flore un habitat irremplaçable». Donc, à mon avis, cette notion est très bien ancrée dans la fonction sociale.

A la lettre d, la minorité Jung nous propose un complément en mentionnant dans le but de la loi la garantie d'une «exploitation judicieuse», selon le dépliant. Vous avez reçu une nouvelle proposition rectifiée et le terme de «judicieux» est remplacé par «soutenu». L'exploitation soutenue – en allemand «nachhaltige Nutzung» – est une notion bien définie dans les milieux professionnels. En pratiquant une exploitation soutenue, on prélève uniquement le volume de bois produit pendant la période concernée. Il est important de savoir qu'on évite ainsi d'entamer le potentiel forestier. L'exploitation soutenue est en fait synonyme d'entretien de la forêt. Elle garantit une véritable régénération de la forêt.

Je vous propose de soutenir la majorité à l'alinéa premier, lettre c. En revanche, je vous demande de soutenir la nouvelle proposition Jung.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Wir diskutieren jetzt den Zweckartikel, der ja schon von einigen Votanten anlässlich der Titeldebatte anvisiert wurde.

Unbestritten blieb in der Kommission, dass wir das quantitative Ziel der flächenmässigen Walderhaltung, wie es in Buchstabe a festgehalten ist, unterstützen. Bei den qualitativen Zielen haben wir aber zwei ausdrücklich erwähnte Definitionen: Buchstabe d besagt, dass der Wald als naturnahe Lebensgemeinschaft erhalten werden muss, und in Buchstabe c sind die drei Funktionen Schutz, Wohlfahrt und Nutzen ausdrücklich aufgezählt. Mit dieser Aufzählung – so scheint mir und schien es auch der Kommissionsmehrheit – sind sämtliche in der Diskussion und in Nutzungskonflikten enthaltenen Bedeutungen des Waldes abgedeckt. Wir haben deshalb beide Minderheitsanträge abgelehnt.

Herr Meier-Glatfelden möchte die Naturschutzfunktion ausdrücklich noch erwähnen. Aber – wie gesagt – Buchstabe b (naturnahe Lebensgemeinschaft) und auch die Wohlfahrtsfunktion decken den Naturschutz auch gemäss Definition in der Botschaft ab.

Zum Zusatzantrag von Herrn Jung, nach dem die sinnvolle Nutzung zu garantieren sei, jetzt ersetzt durch seinen Antrag, die nachhaltige Nutzung sei zu garantieren: Auch das ist ausdrücklich in Buchstabe c (Nutzfunktion) erwähnt und, wie Frau Ulrich ausgeführt hat, sicher auch bereits in der Forderung enthalten, dass die Waldwirtschaft zu fördern und zu erhalten sei. Sie müssen sich selbst im klaren sein, ob Sie den Zweckartikel, der vom Bundesrat mit einer gewissen Systematik sehr klar durchkomponiert worden ist, sprengen wollen. Wollen Sie ihn überladen? Wollen Sie ihn teilweise mit Pleonasmen füllen, parallele Ausdrücke verwenden zu Definitionen, die schon gegeben sind? Unsere Kommissionsmehrheit war der Ansicht, sie wolle das nicht.

Wir lehnen deshalb beide Anträge ab und schliessen uns dem Bundesrat an.

Bundespräsident Cotti: Ich habe den Eindruck – wie beim Titel –, dass das Parlament um Worte diskutiert. Herr Meier, es besteht kein Zweifel, dass die Naturschutzfunktion in der allgemeinen Wohlfahrtsfunktion im Sinne der Definitionen des Bun-

desrates enthalten ist. Selbstverständlich ist die Nutzung, die Herr Jung anspricht, eindeutig in Artikel 1 Absatz 1 Buchstaben c und d enthalten. Deshalb überlasse ich diese Wortgefechte gerne dem Parlament.

Damit keine Missverständnisse entstehen, kläre ich von vornherein ab, ob das Wort «garantieren» gemäss Antrag Jung nicht in irgendeiner Art und Weise die Einführung einer gewissen Abnahme oder Absatzgarantie durch den Staat bedingt. – Sie winken ab, Herr Jung. Wenn dem nicht so ist – für den Bundesrat ist es auch bei Annahme Ihres Vorschlages sicher nicht so –, wiederhole ich nochmals: Fechten Sie bitte selber um Worte!

Abs. 1 Bst. a, b – Al. 1 let. a, b
Angenommen – Adopté

Abs. 1 Bst. c – Al. 1 let. c

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

73 Stimmen
45 Stimmen

Abs. 1 Bst. d – Al. 1 let. d

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit
Für den Antrag der Mehrheit

69 Stimmen
53 Stimmen

Abs. 2 – Al. 2

Angenommen – Adopté

Art. 2

Antrag der Kommission

Abs. 1

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 2

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Ulrich, Bircher Silvio, David, Kuhn, Longet, Loretan, Meier-Glatfelden, Vollmer)

....

a. bestockte Weiden, Selven, Auenwälder und Ufergehölze;

....

Abs. 3

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Paccolat, Ammann, Bircher Silvio, David, Longet, Loretan, Meier-Glatfelden, Stappung, Ulrich)

.... angelegt worden sind.

(Rest des Absatzes streichen)

Abs. 4

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Friderici, Fäh, Frey Claude, Jung, Paccolat, Schwab)

.... den Rahmen der Mindestkriterien.

(Rest des Absatzes streichen)

Art. 2

Proposition de la commission

Al. 1

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 2

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Ulrich, Bircher Silvio, David, Kuhn, Longet, Loretan, Meier-Glatfelden, Vollmer)

....

a. les châtaigneraies, les forêts alluviales et les peuplements riverains;

....

Al. 3

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Paccolat, Ammann, Bircher Silvio, David, Longet, Loretan, Meier-Glatfelden, Stappung, Ulrich)

.... une exploitation à court terme.

(Biffer le reste de l'alinéa)

Al. 4

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Friderici, Fäh, Frey Claude, Jung, Paccolat, Schwab)

.... des cantons en la matière.

(Biffer le reste de l'alinéa)

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2 – Al. 2

Frau **Ulrich**, Sprecherin der Minderheit: In Absatz 2 werden als Sonderfall die Bestockungen geregelt, die auch als Wald zu gelten haben. In der Verordnung zum noch gültigen Forstpolizeigesetz werden sämtliche Bewachsungen, die als Wald zu gelten haben, einzeln aufgeführt. Da finden wir unter anderem auch die Begriffe der Weidwälder, der Wytweiden, der Selven, der Auenwälder und der Ufergehölze.

Sie sehen, dass im Vorschlag, der Ihnen jetzt vorliegt, die Auenwälder weggefallen sind. Auenwälder sind wertvolle Ökosysteme, die es in unserem Land leider nur noch in ganz geringen Mengen gibt. Ich selber habe das Glück, in einer Gegend zu wohnen, wo es noch Auenwälder hat.

Ich möchte Ihnen zwei, drei Beispiele geben, was wir da an Pflanzen, vor allem an Tieren und an Vögeln antreffen. Vielleicht ist einigen von Ihnen noch, zumindestens vom Märchen her, die Nachtigall bekannt. Die Nachtigall ist ein Vogel, den Sie in Auenwäldern regelmässig antreffen, vielleicht nicht mit den Augen, aber mit den Ohren mindestens feststellen können. Dasselbe gilt z. B. für den Pfingstvogel oder den Pirol, wie er genannt wird. Diese Vögel sind auf das Ökosystem Auenwald angewiesen, sie kommen in keinen anderen Wäldern mehr vor.

Es wurde in der Kommission zwar gesagt, im Natur- und Heimatschutzgesetz würden diese Uferbereiche von Gewässern geschützt. Aber der Schutz bezieht sich bis jetzt eigentlich nur, nach den Gerichtsentscheiden, auf den engeren Uferbereich, d. h. auf den Schwankungsbereich des Wasserspiegels. Wenn wir wollen, dass diese Auenwälder wirklich geschützt werden, dass ihr Schutz garantiert ist, dann müssen wir sie hier im Waldgesetz ebenfalls erwähnen. Denn der einzelne Bürger und die einzelne Bürgerin schauen im Waldgesetz nach, wenn sie wissen wollen, was Wald ist und was unter den Schutz des Waldgesetzes fällt, und dann finden sie diesen wertvollen Bereich des Auenwaldes nicht und glauben, er sei nicht geschützt.

Ich möchte Ihnen empfehlen, meinem Antrag zuzustimmen und für den Schutz der Auenwälder in unserem Land, die übrigens – wie Sie gestern in einer Zeitung lesen konnten – noch 0,25 Prozent der gesamten Fläche ausmachen, zu stimmen.

M. Houmard, rapporteur: Mme Ulrich veut mentionner spécialement les forêts alluviales et les peuplements riverains. Dans le premier alinéa du message, il est clairement exprimé que les forêts alluviales et les peuplements riverains sont de toute manière déjà considérés comme forêts. En fait, à

l'alinéa 2, on ne mentionne que les catégories dans lesquelles les surfaces ne sont que partiellement boisées et, de ce fait, ne sont pas considérées sans autre comme forêts. A titre d'exemple, je prends les pâturages boisés ou peut-être encore les biens-fonds qui devront être reboisés. Ces cas-là doivent être précisés. En revanche, la proposition Ulrich nous semble superflue. Elle a été rejetée en commission par 9 voix contre 8. Je vous demande donc de soutenir la proposition de la majorité.

Bircher Silvio, Berichterstatter: In Artikel 2 ist umschrieben, was als Wald zu gelten hat. Wie Sie dem Artikel entnehmen können, wird stark auf das qualitative Element abgestellt. Man begnügt sich also nicht mehr einzig mit einer räumlichen Umschreibung des Waldes. Deshalb spricht man auch vom dynamischen Waldbegriff.

Der Absatz 2 will nun ausdrücklich einige Sonderfälle regeln, die ebenfalls – und vielleicht für einzelne Bürgerinnen und Bürger nicht unbedingt deutlich erkennbar – als Wald gelten sollen. Es sind die Weidwälder, die bestockten Weiden und die Selven aufgeführt. Ich wurde vorhin gefragt, was Selven seien; das sind Kastanien- oder Nussbaumhaine.

Frau Ulrich und ihre Minderheit möchten ausdrücklich auch die Auenwälder und die Ufergehölze als Wald bezeichnen. Obwohl die sehr knappe Kommissionsmehrheit diesen Antrag ablehnt, muss ich Ihnen sagen – in Analogie zu unseren Beschlüssen in Artikel 1, wo wir uns auch für die ausführlicheren Versionen entschlossen haben, wo wir gewisse Parallelitäten aufgeführt haben –, dass es entsprechend dem Schutzcharakter dieser beiden Begriffe, der Auenwälder und der Ufergehölze, notwendig wäre, wenn wir sie hier ebenfalls unter dem Waldbegriff in Absatz 2 erwähnen würden.

Ich möchte Sie also in meinem persönlichen Namen bitten, die Minderheit Ulrich zu unterstützen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	72 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	53 Stimmen

M. Houmard, rapporteur: A l'intention de la Commission de rédaction, je signale que, dans le texte français, le terme de «noiseraies» signifie des endroits plantés de noyers et de noisetiers. Or, personne n'a songé aux noisetiers. On veut parler de peuplements de noyers. Le texte allemand du message parle de «Selven», précisant qu'il entend par là «Kastanien- oder Nussbaumhaine», sans jamais introduire le terme de «Haselnussstrauch». Je demande donc à la Commission de rédaction de vérifier le texte français.

Abs. 3 – Al. 3

Mme Paccolat, porte-parole de la minorité: Faut-il que les buissons et les arbres situés sur ou devant des installations de barrage soient ou non considérés comme forêts? Cette question peut paraître à première vue mineure; cependant, elle a suscité de longs débats, tant au sein de la commission que de l'administration. Le processus de décision de la commission montre bien un tiraillement entre les deux conceptions. En effet, dans un premier temps, la commission a accepté la proposition de la majorité, puis elle est revenue sur sa décision et la voix prépondérante du président a tranché en faveur de la version du Conseil fédéral.

Quelle influence cette disposition aura-t-elle dans la pratique? La végétation sur les installations de barrage n'étant pas considérée comme forêt, elle sera gérée par les services de l'économie des eaux. Ces derniers sont chargés de veiller à la sécurité des ouvrages de retenue qui sont, dans la plupart des cas, un bassin d'accumulation, un bassin de compensation ou de rétention des crues. Or, des plantations d'arbres ou de buissons sur ces installations de barrage diminuent leur sécurité. Par conséquent, il faut les enlever immédiatement.

Je ne conteste nullement la compétence qui découle de l'article 3bis de la loi sur la police des eaux. Par contre, un argument invoqué ne me semble pas valable. En effet, il est abusif de dire que si cette végétation était considérée comme forêt

il faudrait, pour l'enlever, entamer une procédure de défrichage qui prolongerait la situation de danger. Il y a défrichage lorsqu'il y a changement d'affectation. Or, dans le cas présent, une coupe de buissons ou d'arbres ne change pas d'affectation. L'argument consistant à affirmer qu'il faudrait entamer une procédure qui exigerait du temps, qui aggraverait le danger et nuirait à la sécurité, tombe.

La définition de la forêt, à l'article 2, a fait ses preuves puisqu'elle a été reprise de l'ordonnance d'exécution de 1965, article premier. De plus, elle se distingue par le fait qu'elle repose sur des critères qualitatifs. Restons-en donc à cette définition qui considérerait comme forêt, la végétation sur ou devant des installations de barrage. La pratique actuelle montre que la procédure de gestion forestière prend également en compte les critères de sécurité. Les ingénieurs forestiers, dans tous les cas concernés, entament une procédure de coordination et de collaboration avec le service de l'économie des eaux.

Par ma proposition, nous assurons la poursuite de la pratique actuelle. Les cas qui nous préoccupent se réfèrent à une gestion forestière qui intègre les problèmes de protection de la nature et de sécurité. Ainsi donc, la fonction sociale et la fonction biologique de la forêt sont garanties par cette proposition, sans porter atteinte ni préjudice au principe de sécurité.

Par conséquent, au nom du principe d'une juste proportionnalité, je vous invite à ne pas ériger ces divergences de conception en conflit de compétences administratives, et à suivre la proposition de minorité, acceptée en commission par 10 voix contre 9 et à laquelle le groupe démocrate-chrétien apporte son soutien.

M. Houmard, rapporteur: Nous traitons l'alinéa 3 de l'article 2. Cet alinéa définit les groupes d'arbres qui ne sont pas considérés comme forêts au sens de la loi. Ils ne sont donc pas protégés par la loi. Une procédure de défrichage n'est en conséquence pas nécessaire.

Les espèces visées par la minorité Paccolat sont les buissons et les arbres situés sur ou devant les installations de barrage. La minorité veut maintenir ces peuplements sous la protection de la loi. La majorité préfère ne pas considérer ces peuplements comme forêts. Précisons que les terrains situés devant les installations de barrage se trouvent immédiatement contre le pied aval des barrages, jusqu'à dix mètres environ de la digue. Selon l'Office fédéral des eaux, la partie aérienne de la végétation ne joue qu'un rôle secondaire en ce qui concerne la sécurité. En revanche, la partie souterraine, c'est-à-dire les racines, est beaucoup plus importante. Elle peut menacer la stabilité de l'ouvrage et créer des chemins de percolation à travers la base du barrage.

En quelques mots, le problème est le suivant: les plantations d'arbres ou de buissons sur ou devant les installations de barrage diminuent leur sécurité. De ce point de vue, elles pourraient être interdites. Mais, afin de tenir compte des intérêts de la protection de l'environnement et plus particulièrement de ceux de la protection du paysage, une végétation peut et doit être tolérée sous certaines conditions. La condition primordiale est celle de pouvoir enlever tout de suite ces peuplements en cas de danger. Si la végétation sur les installations de barrage était considérée comme forêt, comme le désire la minorité, il faudrait, pour l'ôter, entamer une procédure de défrichage, ce qui prolongerait la situation de danger.

Il est évidemment impensable que dans une telle situation la dérogation à l'interdiction du défrichage soit refusée. Il est insensé de prolonger une situation de danger, c'est-à-dire d'exiger l'application de la procédure complète.

Au nom de la majorité je vous demande donc d'en rester à la proposition du Conseil fédéral et de ne pas considérer ces buissons et ces arbres situés sur ou devant des installations de barrages comme peuplements forestiers.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Im Absatz 3 ist also zu regeln, was nicht als Wald gelten soll.

Wir haben uns hier bei einer Pattsituation in der Kommission nur mit dem Stichentscheid des Präsidenten gegen den Antrag von Frau Paccolat entschieden.

Frau Paccolat möchte nämlich auch Bäume und Sträucher auf Einrichtungen zur Stauhaltung und deren unmittelbarem Vor-
gelände nicht vom Schutz des Waldgesetzes ausnehmen, d. h. sie möchte also auch diese mit biotopähnlichen Funktionen zu bezeichnenden Teile dem Waldschutz unterstellen.

Eine knappe Mehrheit meint, dass solche Bestockungen, vor allem deren Wurzeln, die Wasserdurchlässigkeit von Stauanlagen erhöhen und damit eine gewisse Gefährdung der Staudammstabilität bewirken könnten.

Eine Abwägung fällt hier äusserst schwer. Sie müssen sich entscheiden. Wollen Sie eher den wasserbaulichen Kriterien den Vorzug geben, dann stimmen Sie mit der knappen Mehrheit. Wollen Sie einen verstärkten qualitativen Schutz des Waldes auch auf eine biotopähnliche Waldformation ausdehnen, dann stimmen Sie mit der Minderheit von Frau Paccolat.

M. Cotti, président de la Confédération: Il s'agit d'un problème qui a été soulevé par l'Office fédéral de l'économie des eaux. Toutefois, dans ce cas particulier et de l'avis du Conseil fédéral, la fonction de sûreté et de protection dépasse de loin l'intérêt purement protecteur de la forêt. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral se rallie à la proposition de la majorité de la commission.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	69 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	58 Stimmen

Abs. 4 – Al. 4

M. Friderici, porte-parole de la minorité: Dans son intervention initiale, le groupe libéral a souligné l'importance des cantons dans la gestion et l'exploitation des forêts. La formation des ingénieurs forestiers est déjà garante d'une ligne directrice cohérente dans les politiques cantonales en matière de forêt. L'article 2, 4e alinéa dit: «Le Conseil fédéral limite la marge de manoeuvre des cantons en la matière». Ce dernier a donc une compétence extrêmement large et dès lors la fin de la phrase, c'est-à-dire: «les critères cantonaux ne sont pas déterminants si le peuplement en question exerce une fonction sociale ou protectrice particulièrement importante» nous paraît inutile. En effet, quelle autorité cantonale accepterait délibérément de mettre en danger la population de son canton. Par cette fin d'alinéa, on enfonce tout simplement une porte largement ouverte. La fonction protectrice sera estimée par des professionnels selon des critères objectifs, il n'est donc pas nécessaire d'en faire mention.

En ce qui concerne la fonction sociale de la forêt, les habitudes sont différentes d'une région à l'autre et je pense qu'il est correct de laisser les cantons définir dans leurs lois les critères qu'ils veulent déterminer, il ne nous paraît pas normal que le Conseil fédéral édicte les mêmes prescriptions dans toutes les parties du pays. Dans ces conditions, je crois qu'il est juste de laisser aux cantons une certaine marge de manoeuvre et une certaine compétence.

Je vous invite donc à voter la proposition de minorité.

M. Houmard: L'alinéa 4 de cet article fixe les critères permettant de déterminer si un peuplement doit être considéré comme forêt ou non. La loi dans son ensemble donne en principe la compétence aux cantons. Toutefois, à cet alinéa 4 le Conseil fédéral limite la marge de manoeuvre des cantons; les critères cantonaux ne sont pas déterminants si le peuplement en question exerce une fonction sociale ou protectrice particulièrement importante. Dans ces cas-là, le Conseil fédéral voudrait se réserver le droit de décision.

Comme vous l'avez compris, la minorité emmenée par M. Friderici ne veut pas de cette restriction. Cette minorité a été rejetée par 7 voix contre 6. Je crois que les fédéralistes soutiendront la proposition de M. Friderici et les autres la majorité.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Bei Absatz 4 will Herr Friderici den letzten Satz streichen. Was will nun dieser Absatz 4? Er überträgt den Kantonen, zu bestimmen, ob im Einzelfall eine Bestockung Wald im Rechtssinne sei. Dann nennt der Bun-

desrat gewisse Mindestkriterien, die von den Kantonen zu beachten sind. Ich erwähne beispielsweise das Alter der Bestockung, 15 Jahre, und die Mindestbreite einer bestockten Fläche, 12 Meter.

Er sagt aber, dass diese schematischen Kriterien nicht ausschlaggebend sein sollen, wenn beispielsweise Auen, Ufervegetationen oder Windschutzstreifen vorliegen. Er möchte also von diesen Mindestkriterien absehen, was zweifellos richtig ist. Das hat er deshalb ausdrücklich im letzten Satz des Absatzes 4 festgehalten.

Ich glaube, es wäre ein falsch verstandener Föderalismus, wenn wir von dieser Garantie hier abrücken würden.

Ich bitte Sie, mit der Kommissionsmehrheit für die Bundesratsfassung zu stimmen.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Minderheit	77 Stimmen
Für den Antrag der Mehrheit	62 Stimmen

Art. 3–5

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Angenommen – Adopté

Art. 6

Antrag der Kommission

(Die Aenderung betrifft nur den französischen Text)

Art. 6

Proposition de la commission

Al. 1, 2, 4

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 1bis

....

a. ne peut être réalisé qu'à l'endroit prévu;

....

Al. 3

Il sera tenu compte de la protection de la nature et du paysage.

M. Houmard, rapporteur: Il ne s'agit en fait que d'une question de traduction. A l'article 6, alinéa premier, lettre a, on stipule: «das Werk, für das gerodet werden soll, muss auf den vorgesehenen Standort angewiesen sein». Dans une première traduction, on avait traduit par: «l'ouvrage pour lequel le défrichement est sollicité ne peut être construit qu'à l'endroit prévu». Il apparaît qu'il est préférable de parler de «réaliser». La formule en français serait donc: «l'ouvrage pour lequel le défrichement est sollicité ne peut être réalisé qu'à l'endroit prévu».

Angenommen – Adopté

Art. 7

Antrag der Kommission

Abs. 1

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Longet, Bircher Silvio, Kuhn, Meier-Glatfelden, Ulrich, Vollmer)

....

a. und mit 3000 m²;

b. mehr als 3000 m².

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Art. 7

Proposition de la commission

Al. 1

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Longet, Bircher Silvio, Kuhn, Meier-Glatfelden, Ulrich, Vollmer)

....

- a. jusqu'à 3000 m²;
- b. dépassant 3000 m².

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Abs. 1 – Al. 1

M. Longet, porte-parole de la minorité: L'article 7 propose un transfert de compétences. Si vous regardez la différence entre la proposition de la majorité et celle de la minorité, vous constaterez que la minorité souhaite le maintien de la répartition actuelle des compétences, alors que le Conseil fédéral et la majorité désirent déléguer la compétence aux cantons pour une surface supplémentaire de défrichement. Concrètement – M. Cotti le confirmera, ce sont les chiffres dont nous avons disposé en commission – il s'agit d'environ 25 demandes de défrichement par an qui passeraient de la Confédération à la compétence des cantons. Autant dire que la décharge de l'Administration fédérale sera pratiquement insensible. En revanche, ce transfert de compétences représente à nos yeux un double risque: d'une part, si les décisions entrent en force; de l'autre, s'il y a recours.

Pour le premier cas, s'il y a entrée en force de ces décisions, on va au-devant du risque de développer des pratiques cantonales différentes et divergentes. Je n'ai pas besoin de faire un dessin pour rappeler que certains cantons sont plus ou moins laxistes ou plus ou moins stricts – comme on voudra – dans l'appréciation et la pesée des intérêts. Aujourd'hui, nous avons une pratique fédérale uniforme pour ce type d'autorisations de défrichement. Si on les délègue aux cantons, vous voyez d'emblée qu'il pourrait y avoir 26 interprétations. Nous ne souhaitons pas donner le feu vert à des pratiques plus laxistes. Pour le deuxième cas, s'il y a recours contre ces décisions, il apparaît assez nettement, dans la mesure où il y a du laxisme dans la procédure cantonale, qu'il y aura une augmentation des recours. Je ne crois pas que la majorité qui s'est refusée à nous suivre en commission souhaite que l'administration ait davantage de recours à traiter. Dans un cas comme dans l'autre, on ne voit pas vraiment ce qu'apporte cette innovation dans la perspective d'une meilleure exécution de la loi. J'aimerais la mettre en relation avec les buts de la loi. Nous avons adopté les premiers articles qui les définissent et il me semble que toute modification par rapport au statu quo doit apporter quelque chose visant à améliorer leur exécution. Or, tout ce que l'on risque ici c'est soit davantage de recours, soit des pratiques plus laxistes de la part de certains cantons. Je ne vois donc vraiment pas l'intérêt d'augmenter la compétence des cantons. Quand on recherche dans le message la raison d'être de cette innovation, on cherche en vain une raison ayant trait aux objectifs de la loi sur les forêts. On trouve en revanche l'affirmation selon laquelle les cantons ont simplement souhaité cette compétence. Certes, je le comprends bien, mais ce n'est pas une motivation suffisante.

La minorité considère que la réglementation actuelle a fait ses preuves et qu'aucune argumentation solide ne permet d'étayer la proposition de la majorité et du Conseil fédéral, sinon le fait de donner un petit sucre à des cantons dont on ne sait pas vraiment s'ils y tiennent absolument. La sécurité du droit et la bonne application de la loi doivent nous inciter à ne pas modifier ce qui a donné satisfaction. C'est la raison pour laquelle je vous demande de suivre la proposition de la minorité qui équivaut au maintien de la loi actuelle et de refuser celle de la majorité. La commission a débattu de cet objet le 11 janvier 1990 et la décision a été prise par 11 voix contre 8. Il n'y a donc pas eu une majorité écrasante ou une minorité écrasée. Vous avez donc ici toutes les bases pour maintenir ce qui a donné entière satisfaction.

Tschuppert: Die föderalistische Anlage des Forstwesens hat sich in unserem Lande ausserordentlich bewährt. Entsprechend dem heute stark verbesserten Organisationsstand ist den Kantonen auch weiterhin vermehrte Verantwortung und genügend Raum für Anpassungen an besondere Verhältnisse zu gewähren. Dies ist um so wichtiger, weil so den Erfordernissen der Verhältnisse in den einzelnen Landesgegenden viel, viel besser Rechnung getragen werden kann.

Es gilt auch hier: Nur was unbedingt nötig ist, soll vom Bund geregelt werden. Daneben muss den Kantonen ein möglichst grosser Spielraum gewährt werden. Nicht Einheitlichkeit, sondern Zweckmässigkeit ist das Hauptziel dieses Waldgesetzes. Die Bedeutung der Dezentralisierung als Quelle von Kreativität und wertvoller Originalität ist nicht zu unterschätzen.

Deshalb ist die Ausweitung der Rodungskompetenz der Kantone von 3000 m² auf 5000 m² sehr sinnvoll.

Die FDP-Fraktion stimmt grossmehrheitlich Bundesrat und Mehrheit zu.

Rüttimann: Auch die CVP-Fraktion ist mehrheitlich für die Fassung von Bundesrat und Ständerat. Der Bundesrat operiert offensichtlich in Richtung Aufgabenteilung Bund/Kantone. Es sollen den Kantonen zur Vereinfachung der Administration mehr Kompetenzen erteilt werden.

Hier geht es um Rodungsbewilligungen, deren Voraussetzungen übrigen in den Artikeln 6 und 7 meiner Meinung nach sehr streng geregelt sind. Worum handelt es sich hier? Es handelt sich vielfach um Wasserreservoirs im öffentlichen Interesse, die nicht an die pralle Sonne gestellt werden sollen, sondern etwas in den Wald hinein – übrigens auch ein Anliegen des Naturschutzes –; dann geht es um Strassenkorrekturen und um Kiesabbau im Interesse des Gemeinwesens, also Kiesabbau einer Gemeinde, die ihre Strassen mit eigenem Kies unterhalten soll.

Ich möchte Sie auf einen Umstand aufmerksam machen, wenn Sie Bedenken haben, die Kantone gingen da gegenüber dem Bund zu weit: In Artikel 46 Absatz 2 ist die Rechtspflege geordnet. Dort steht, dass das Buwal gegen jeden kantonalen Entscheid, gegen jede kantonale Bewilligung Einsprache erheben kann. Es ist also falschen oder zu weit gehenden Entscheide nicht Tür und Tor geöffnet, sondern der Bund hat in jedem Fall die Oberaufsicht über diese Rodungsbewilligungen.

Darum sind wir der Meinung, dass dieser Erhöhung ohne Bedenken zugestimmt werden kann. Es ist eine Frage der Vernunft und der Praktikabilität, dass die Kantone etwas mehr Kompetenz erhalten.

M. Houmard, rapporteur: La majorité de la commission et le Conseil fédéral désirent que la surface pour laquelle l'octroi d'autorisation de défrichement relève de la compétence des cantons passe de 3000 à 5000 m².

De quoi s'agit-il? Environ 120 hectares sont défrichés par année. Toutefois, on remarquera que l'aire forestière, dans son ensemble, a augmenté de 15 pour cent en 40 ans. La gestion de la forêt est donc bonne. Selon la loi actuelle, 300 à 350 autorisations sont traitées par les cantons et 100 à 130 par la Confédération. Une dizaine de recours sont déposés chaque année, suite à ces 400 à 500 autorisations – donc un faible taux de recours. En fait, une trentaine d'autorisations sont concernées par la nouvelle réglementation prévue par le Conseil fédéral et la majorité de la commission.

Comme vous l'avez entendu, la minorité est d'avis que l'ancienne réglementation a fait ses preuves et que, surtout, la Confédération est mieux à même de garantir une pratique uniforme en matière d'autorisation de défrichement. Il s'agit, comme on vient de le dire, d'un vœu des cantons. Personnellement, je crois que nous pouvons leur faire confiance et leur donner la compétence de délivrer une autorisation de défrichement de 5000 m².

Je vous demande donc de suivre la majorité de la commission.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Es geht um die Rodungsbewilligungen. Man muss aber vorausschicken, dass Rodungen gemäss Artikel 6 grundsätzlich verboten sind. In Artikel 7 sind

die Ausnahmen geregelt – diese Vorbemerkung, damit nicht der Eindruck entsteht, man hätte einer Praxis Vorschub geleistet, die auf eine Grosszahl von Rodungen aus sei.

In Artikel 7 geht es um die Kompetenz zur Erteilung von Rodungsbewilligungen. Nach heutigem Recht waren die Kantone für bis 3000 m² Fläche zuständig, für eine darüber hinausgehende Fläche der Bund. Neu will nun der Bundesrat diese Zuständigkeitsgrenze der Kantone auf 5000 m² anheben.

Die Minderheit Longet möchte bei der heutigen Praxis bleiben. Man muss immerhin einschränkend sagen, dass die Kantone so oder so – ob 3000 m² oder 5000 m² am Schluss gelten – eine Bundesaufgabe ausführen, deren Kriterien im Artikel 6 doch eng umschrieben sind. Die Kantone müssen also weitgehend der Bundespraxis folgen.

Des weiteren kann man anschliessen an das, was Herr Rüttimann gesagt hat: Das Buwal hat eine Rechtsmittelmöglichkeit in Artikel 46, und zusätzlich haben auch die Natur- und Umweltschutzorganisationen gemäss den Artikeln 7 und 12 NHG eine obligatorische Begutachtungs- und Rechtsmittelmöglichkeit.

Bei den Rodungsbewilligungen sind also entsprechende Scharniere oder Hemmschwellen eingebaut. In der Kompetenzfrage müssen Sie sich aber jetzt entschliessen, ob Sie sich für 3000 m² oder 5000 m² entscheiden wollen. Die relativ knappe Mehrheit hat für den Antrag des Bundesrates entschieden.

M. Cotti, président de la Confédération: Parmi les objectifs de cette loi, nous avons aussi celui d'attribuer aux cantons, dans une mesure équilibrée et autant que possible, des compétences plus importantes toutes les fois que cela est compatible avec les finalités de la loi. Cette mesure, sans être tellement essentielle – j'en conviens, Monsieur Longet – va justement, d'une certaine manière, dans le sens d'un élargissement des compétences des cantons.

Je vous donne les chiffres des dernières années, afin que vous puissiez évaluer exactement la signification de la proposition que nous faisons: en 1984, des 131 demandes de défrichement qui allaient au-delà des 3000 m² de sa compétence, la Confédération en a traité 35 se trouvant dans les limites de surface entre les 3000 et les 5000 m² qui deviendraient désormais de la compétence cantonale; en 1988, la proportion d'à peu près le quart était toujours la même. Il s'agit donc d'une trentaine de procédures qui pourraient rester définitivement de la compétence cantonale. Cela n'est pas exceptionnel mais tout à fait défendable et redonne aux cantons certaines compétences qu'ils peuvent tout à fait assumer.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit	78 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit	51 Stimmen

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3

Angenommen – Adopté

Art. 8

Antrag der Kommission

Abs. 1

Für jede Rodung ist in derselben Gegend mit vorwiegend standortgerechten Arten Realersatz zu leisten.

Abs. 2, 3

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Abs. 4

Mehrheit

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Minderheit

(Meier-Glatfelden, Kuhn, Longet, Ulrich, Vollmer)

Streichen

Antrag Ledergerber

Abs. 2, 3

Streichen

Art. 8

Proposition de la commission

Al. 1

.... dans la même région, et principalement avec des essences adaptées à la station.

Al. 2, 3

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Al. 4

Majorité

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Minorité

(Meier-Glatfelden, Kuhn, Longet, Ulrich, Vollmer)

Biffer

Proposition Ledergerber

Al. 2, 3

Biffer

Abs. 1 – Al. 1

Angenommen – Adopté

Abs. 2, 3 – Al. 2, 3

Ledergerber: Unsere Vorväter haben im letzten Jahrhundert vor allem eine grosse Tat – andere auch noch – im Rahmen der Verfassung vollbracht, indem sie unsere Wälder unter einen integralen Flächenschutz gestellt haben. Wir sind seit langer Zeit sehr stolz auf diesen weitsichtigen Entscheid, um den uns auch das Ausland beneidet. Dieser integrale Schutz hat es mit sich gebracht, dass für jede Rodung in der Schweiz Realersatz geschaffen werden muss.

Das neue Waldgesetz durchlöchert nun diesen Grundsatz in zwei Punkten. Wir von der sozialdemokratischen Fraktion betrachten diese Durchlöcherung als eine gefährliche Sache, als ein gefährliches Präjudiz.

Im Artikel 8 Absatz 2 wird ausgeführt, dass ausnahmsweise zur Schonung landwirtschaftlicher Vorrangflächen oder anderer wertvoller Gebiete auf den Realersatz in der gleichen Region verzichtet werden könne. Man kann Verständnis aufbringen für diese Ausnahme. Wenn man sich aber überlegt, welche Konsequenzen damit verbunden sind, kommt man schnell zum Schluss, dass diese Ausnahme sehr gefährlich sein kann.

Das heisst nämlich im Klartext nichts anderes, als dass im Zweifelsfalle das Landwirtschaftsland hier geschützt werden könnte – es hat auch einen grösseren Verkehrswert – und dass dafür die Wiederaufforstungen in anderen Gebieten stattfinden könnten. Das heisst: Wir könnten nachher auf einer Alp, die ohnehin vergandet, die Wiederaufforstung leisten und verlieren die entsprechenden Waldflächen im Bereich der Bevölkerungszentren, in den Agglomerationen.

Dies ist nur ein Anfang, und der Druck auf solche Umlagerungen ist in diesem Lande sehr gross. Wenn wir hier anfangen, Ausnahmen zuzulassen, werden wir in den kommenden Jahren noch und noch solche Versuche erleben, den Realersatz in der gleichen Region zu durchlöchern und aufzuheben.

Ich rede auch gleich zu meinem Antrag zum Absatz 3. Auch dieser Absatz 3 ist eine weitere Durchlöcherung des Realersatzes. Er erlaubt nämlich, dass man anstatt Realersatz auch Massnahmen zugunsten des Natur- und Landschaftsschutzes treffen könnte – in Ausnahmefällen – oder dass man sogar Ersatzleistungen in Geld zugunsten von Walderhaltungsmassnahmen treffen könnte und dann keinen Realersatz leisten muss. Auch hier steht: in Ausnahmefällen.

Das sind nun ganz kritische Ausnahmen, mit denen wir einen wichtigen Grundsatz des integralen Waldschutzes in der Schweiz anfangen aufzuheben. Da meine ich: Wehret den Anfängen, denn wir wissen nicht, was nachher noch kommt. Es wird immer sehr viele Gründe geben, warum man diesen Realersatz nicht leisten will.

Sie wissen alle sehr genau, dass der Druck auf die freien Flächen in den Bevölkerungszentren und in den Agglomerationen äusserst gross ist und dass es dann immer sehr viele gute

Gründe geben wird, um den Realersatz an einem anderen Ort zu leisten. Kommt dazu, dass mit einem solchen anderen Realersatz sehr wohl beachtliche finanzielle Vorteile verbunden sein können. Wenn Sie in den Agglomerationsgebieten Realersatz leisten müssen, ist ja dieser Boden nicht irgendwo herzuzaubern, sondern es handelt sich um Boden, der irgendwo schon eingezont ist und möglicherweise sogar wesentlich höhere Verkehrswerte aufweist, so dass mit höheren Quadratmeterpreisen gerechnet werden müsste. Auch dann wird der Druck sehr gross werden, so dass man eben auf die Ersatzlösungen ausweicht.

Integraler Schutz unserer Waldflächen heisst, dass diese Flächen geschützt werden, geschützt bleiben und dass wir solche Durchlöcherungen nicht zulassen dürfen.

Ich beantrage Ihnen hier, meinem Antrag zuzustimmen und diese beiden Ausnahmebestimmungen, Artikel 8 Absatz 2 und Absatz 3, ersatzlos zu streichen.

M. Houmard, rapporteur: Il s'agit du principe de la compensation du défrichement. Ce principe est défini à l'alinéa premier que nous avons encore renforcé en demandant que tout défrichement soit compensé en nature dans la même région et principalement avec des essences adaptées à la station. S'agissant de l'exception, on donne des possibilités de réaliser cette compensation dans une autre région. Il ne s'agit en aucun cas d'affaiblir le principe de la compensation en nature, mais bien plus de permettre des dérogations lorsque des intérêts publics importants s'opposent au reboisement de surfaces dans la même région.

J'aimerais encore préciser la formule retenue par la commission et celle du Conseil des Etats, à l'alinéa 3: «Au lieu de fournir une compensation en nature, il est possible, dans des cas exceptionnels, de prendre des mesures en faveur de la protection de la nature et du paysage.» Voilà en fait le texte qui est valable.

Dans ces conditions, nous pouvons soutenir la proposition de la majorité et refuser la proposition Ledergerber.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Grundsätzlich müssen wir auch hier festhalten, dass bei allen Rodungen Realersatz in derselben Gegend geleistet werden muss. Das ist einmal zentral im Absatz 1 festgehalten. Sie bemerken, dass die Kommission noch eingefügt hat, dass dieser Realersatz mit vorwiegend standortgerechten Arten zu erfolgen hat. Das haben wir deshalb gemacht, um doch gewisse standortfremde Aufforstungen, wie sie in der Vergangenheit vorgekommen sind – etwa mit kanadischen Pappeln usw. –, zu verunmöglichen.

Der Antrag Ledergerber, der in der Kommission nicht vorgelegen hatte, stört sich nun an den Ausnahme- oder – sagen wir einmal – an den Lockerungsmöglichkeiten gemäss den Absätzen 2 und 3. Dort könnte man auf realen Ersatz für eine Rodung in derselben Gegend verzichten, wie er es ausgeführt hat, zur Schonung landwirtschaftlich wertvoller Vorrangflächen, aber auch zur Schonung landschaftlich oder ökologisch wertvoller Gebiete.

Sie müssen nun also entscheiden: Wollen Sie einen integralen Schutz der Waldfläche, also diese kleine Auflockerung hier, diese Ersatzmöglichkeit, wie sie geboten wird? Falls Sie sie nicht einbauen wollen, dann sollten Sie dem Antrag Ledergerber zustimmen, der insofern sehr konsequent den integralen Schutz der Waldfläche betont. Sonst müssten Sie der Kommission und dem Bundesrat folgen.

Thür: Der Antrag Ledergerber scheint auf den ersten Blick tatsächlich der konsequentere Antrag zu sein, um die Zielsetzung des integralen Schutzes des Waldes zu realisieren. Die grüne Fraktion hat gewisse Zweifel, ob das im Ergebnis dann nicht genau zum Gegenteil führt, und möchte in diesem Zusammenhang konkret die Frage stellen, ob dann, wenn wir diese beiden Ausnahmebestimmungen nicht ins Gesetz aufnehmen, die Naturschutzflächen unter die Räder kommen, weil sehr wahrscheinlich die vorrangigen Landwirtschaftsflächen den Schutz durchsetzen können und die Wiederauffor-

stung im Endeffekt in den Naturschutzgebieten erfolgt. Wir möchten Klarheit darüber, ob dieser Antrag nicht zu dieser Konsequenz führt. Wenn dem so wäre, müssten wir ihn ablehnen.

M. Cotti, président de la Confédération: La proposition de dernière minute de M. Ledergerber doit être rejetée. En effet si, comme le demande sa proposition, on devait biffer les deux alinéas, il ne resterait plus guère qu'une alternative pour l'autorité de décision, celle d'obliger de toute manière la compensation en nature dans la région ou l'extrême opposé, la perception, suivant l'article 8bis, d'une indemnité financière. Or, Monsieur Ledergerber, vous ne pouvez pas nier les critères indiqués à l'article 8, alinéas 2 et 3, les possibilités intermédiaires qu'il convient d'utiliser dans l'intérêt de la nature et du paysage. Nous ne pouvons donc pas nous rallier à votre proposition.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission

offensichtliche Mehrheit

Für den Antrag Ledergerber

Minderheit

Abs. 4 – Al. 4

Meier-Glatfelden, Sprecher der Minderheit: Bei diesen Wäldern im Hochwasserprofil von Gewässern handelt es sich nicht um irgendwelche Rottannenwälder. Nein, bei diesen Wäldern geht es um neu entstandenen Wald, um Auenwälder. Das sind sehr wertvolle ökologische Systeme, in denen noch seltene, bei uns fast ausgestorbene Vogelarten wie die Nachtigall, der Pirol oder der Eisvogel vorkommen. Es sind auch botanisch sehr wertvolle Gebiete. Wenn eine Rodung zum Schutze des Menschen nötig ist, so soll quantitativ und qualitativ gleichwertiger Ersatz geschaffen werden und nicht – gemäss Vorschlag der Mehrheit – darauf verzichtet werden. Ich gebe Ihnen ein Beispiel: Die Thur wurde vor über hundert Jahren massiv korrigiert, alles wurde abgeholzt. Inzwischen eroberte die Natur wieder etwas zurück, weil die Menschen etwas nachlässig waren. Dann kam die Ueberschwemmung. Jetzt muss man wegen der Sicherheit massive Rodungen durchführen. Wunderschöne Gebiete werden von neuem zerstört. Da ist es doch nur Anstand der Natur gegenüber – wenn wir ihr schon etwas nehmen müssen –, dass wir es an einem anderen Ort der Natur wieder zurückgeben, auch wenn es Geld kostet.

Ich bitte Sie, meinem Streichungsantrag zuzustimmen. Das ist auch die Meinung der grünen Fraktion.

M. Houmard, rapporteur: La minorité emmenée par M. Meier-Glatfelden veut rendre obligatoire la compensation en nature lorsque la surface conquise par la forêt qu'il est prévu de défricher se situe dans le profil des eaux et que le défrichement est nécessaire pour des raisons de sécurité.

De l'avis de la majorité en revanche, l'expérience montre que, lors de crues, les arbres et arbustes constituent un obstacle derrière lequel se dépose du sable ou des alluvions et peut de ce fait provoquer une inondation ou en augmenter l'effet. Selon les informations des spécialistes fédéraux en hydrologie, il en serait particulièrement ainsi dans le cas d'anciennes corrections de cours d'eau. Le reboisement spontané serait en revanche pris en considération dans les projets modernes, de sorte que les défrichements ne seraient nécessaires que dans des cas exceptionnels.

Nous avons traité à l'article 2, alinéa 3, les cas dans lesquels la forêt porte atteinte à la sécurité d'un ouvrage. A cet article, on traite les peuplements qui nuisent à la capacité d'écoulement d'un cours d'eau, les arbres ou buissons dans le profil d'écoulement des crues. En principe, la sécurité contre les crues est garantie par des mesures de gestion de la végétation qui se trouve dans ce profil d'écoulement des crues ou sur le glacier. La diminution de capacité d'écoulement d'un cours d'eau due à la végétation peut atteindre jusqu'à 40 pour cent; ainsi, dans certains cas, il est nécessaire de procéder à un défrichement. C'est la raison pour laquelle la majorité de la commission vous recommande de vous en tenir à la solution du Conseil fédéral.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Mehrheit
Für den Antrag der Minderheit

59 Stimmen
47 Stimmen

Art. 8bis*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

*Angenommen – Adopté***Art. 9***Antrag der Kommission**Titel*

Ausgleich

Wortlaut

.... Rodungsbewilligungen entstehende erhebliche Vorteile, die nicht nach Artikel 5 des Bundesgesetzes vom 22. Juni 1979 über die Raumplanung (RPG) behandelt werden, angemessen ausgeglichen werden.

Antrag Wellauer

.... Rodungsbewilligungen geschaffene Mehrwerte, sofern kein Realersatz geleistet wird, abgeschöpft werden.

Art. 9*Proposition de la commission**Titre*

Compensation

Texte

Les cantons veillent à ce que les avantages considérables résultant de l'octroi d'autorisations de défrichement, qui ne sont pas traités selon l'article 5 de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT), soient équitablement compensés.

Proposition Wellauer

.... plus-value créée par les autorisations de défricher, lorsqu'il n'a pas été fourni de compensation en nature.

Wellauer: In Artikel 8bis wird die Ersatzabgabe geregelt, und in Artikel 9 geht es zusätzlich um eine Mehrwertabschöpfung respektive um den Ausgleich. Ich beantrage Ihnen, den ersten Satz von Artikel 9 des Bundesrates wie folgt zu ergänzen: «Die Kantone sorgen dafür, dass durch Rodungsbewilligungen geschaffene Mehrwerte, sofern kein Realersatz geleistet wird, abgeschöpft werden.»

Worum geht es mir bei dieser Formulierung? In Artikel 6 wird festgelegt, dass Rodungen verboten sind. Ausnahmegewilligungen dürfen nur erteilt werden, wenn wichtige Gründe für die Rodungen bestehen, die das Interesse an der Walderhaltung überwiegen.

Der Bundesrat schreibt selbst in seiner Botschaft: «Die bisherigen, bewährten Voraussetzungen für die Erteilung einer Rodungsbewilligung werden aus der Verordnung zum Forstpolizeigesetz übernommen und um die Erfüllung raumplanerischer Kriterien ergänzt.» Dabei hat der Gesuchsteller nachzuweisen, «dass ein öffentliches oder privates Interesse am Rodungszweck besteht, das höher zu werten ist als die Erhaltung der Waldfunktionen. In der Praxis werden Gesuche vor allem aus folgenden Gründen gestellt: Trinkwasserversorgung, Rohstoff-Versorgung (Kies, Sand, Kalk, Granit usw.), Deponien (Entsorgung), Verkehrswege, touristische Anlagen, Energieversorgung, Landesverteidigung.

Ferner muss das Werk, für das die Rodung angebeht wird, auf den vorgesehenen Standort angewiesen sein, das heisst der Standort im Wald muss im Vergleich zu anderen in Frage kommenden Standorten aus höherwertigen Gründen (Materialvorkommen, technische Realisierbarkeit oder Landschaftsschutz) zwingend sein (Bst. a).»

Ich lehne eine Mehrwertabschöpfung nicht grundsätzlich ab, ich bin aber gegen eine Mehrwertabschöpfung in all jenen Fällen, wo Realersatz geleistet wird. Sollte die vorgesehene Lösung der vollumfänglichen Mehrwertabschöpfung im Gesetz

Eingang finden, bewirkt dies praktisch eine Verunmöglichung nicht nur der Rohstoffversorgung, sondern auch der Erstellung von Deponien zur Entsorgung in Waldparzellen. Es muss ohne weiteres einleuchten, dass weder öffentliche noch private Waldbesitzer bereit sind, Abbaurechte, Deponierechte oder andere Dienstbarkeiten einzuräumen, wenn dadurch der für den Grundeigentümer entstehende Mehrwert abgeschöpft wird.

Rohstoffversorgung, Anlagen zur Entsorgung, Deponien usw. bringen in Erfüllung des Versorgungs- und Entsorgungsauftrags und als nur vorübergehende Nutzung des Waldbodens zumindest dann keinen Mehrwert für den öffentlichen oder privaten Grundeigentümer, wenn Realersatz geleistet wird. Das kantonale Recht regelt den Ausgleich für erhebliche Nachteile, die durch Planungen nach diesem Gesetz entstehen.

Der Ständerat lehnt diesen Artikel 9 ab, mit dem Hinweis, dass bereits im Raumplanungsgesetz ein Artikel 5 über Ausgleich und Entschädigung existiere. Allerdings wurde von diesem bis anhin nicht Gebrauch gemacht. Ziel dieses Gesetzes ist, wie in Artikel 1 umschrieben, den Wald in seiner Fläche und seiner räumlichen Verteilung zu erhalten. Aus diesem Grund haben wir richtigerweise in Artikel 6 das Rodungsverbot und in Artikel 8 den Rodungersatz. Aus diesen Ueberlegungen soll eine Mehrwertabschöpfung nur vorgenommen werden können, sofern kein Realersatz erfolgt.

Grundsätzlich hätte ich auch einer Streichung von Artikel 9 zustimmen können. Ich beantrage Ihnen aber, meinem Antrag im Sinne eines Vermittlungsantrages zwischen der Kommission des Nationalrates und dem Ständerat zuzustimmen.

Frau Ulrich: Ich bitte Sie im Namen der SP-Fraktion, den Antrag Wellauer abzulehnen.

Es geht hier um zwei verschiedene Dinge: Wir haben einerseits Ersatzabgaben, die dann geleistet werden müssen, wenn kein Realersatz geleistet werden kann. Dabei spielt es bei den Ersatzabgaben keine Rolle, was mit dem Land nachher passiert, ob es mehr oder weniger Wert hat, sondern es geht lediglich darum, eine Abgabe zu leisten, weil nicht wiederaufgeforstet wird.

In Artikel 9 wollen wir aber etwas anderes. Es gibt – wie Herr Wellauer gesagt hat – verschiedene Möglichkeiten, warum gerodet wird. Er hat zum Beispiel das gemeindeeigene Reservoir erwähnt. Da haben wir nachher sicher keinen Mehrwert an diesem Land. Wenn hingegen z. B. der Waldboden nachher ausgebeutet wird, wenn Kies gewonnen wird, entsteht ein beträchtlicher Mehrertrag aus diesem Boden. Der Boden hat mehr Wert. Und dass dieser Mehrwert angemessen abgeschöpft wird, sollte hier nicht mehr zur Diskussion stehen. Es ist nämlich auch ein Schutz des Waldes, dass wirklich nur dann z. B. eine Rodung stattfindet, der Boden ausgebeutet wird, wenn es im öffentlichen Interesse absolut notwendig ist. Eine Barriere dagegen ist, dass wir den Mehrwert abschöpfen. Dann kommt hier wirklich nur noch das öffentliche Interesse zum Zuge.

Aus diesem Grund bitte ich Sie, den Antrag von Herrn Wellauer abzulehnen.

M. Houmard, rapporteur: Le Conseil des Etats a biffé l'article 9. Une version de minorité du Conseil des Etats a été reprise par notre commission par 17 voix contre 2. Cette version demande que «les cantons veillent à ce que les avantages considérables résultant de l'octroi d'autorisations de défrichement, qui ne sont pas traités selon l'article 5 de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT), soient équitablement compensés». La solution de la commission a donc un caractère subsidiaire dans la mesure où il est fait référence à la loi sur l'aménagement du territoire. Il s'agit seulement de prélever les bénéfices fonciers dans la mesure où ils ne sont pas justifiés par une prestation antérieure mais où ils sont le résultat d'une dérogation. Afin qu'il n'y ait pas d'interprétation abusive, il serait utile que le Conseil fédéral précise les cas d'espèce.

En effet, l'exemple de l'exploitation d'une gravière, qui vient d'être cité, peut effectivement amener à la confusion. Il serait discriminatoire de prélever un bénéfice sur une gravière

lorsqu'elle est sur sol forestier et de ne pas le faire si elle est située sur un terrain public ou agricole. Dans le cas de la gravière située dans une forêt, il est en effet souvent possible de procéder à un défrichement que l'on peut appeler de temporaire, le sol étant à nouveau exploité en tant que forêt à la fin de l'extraction du gravier. Il est donc utile de préciser qu'il ne s'agirait de prélever les bénéfices fonciers que lorsque la plus-value est due uniquement à une dérogation, par exemple au défrichement définitif de la parcelle.

M. Wellauer reprend la version du Conseil fédéral et complète la première phrase par «lorsqu'il n'a pas été fourni de compensation en nature». Je demande au Conseil fédéral de préciser le sens qu'il donnera à cet article dans l'ordonnance d'application pour statuer si la précision de M. Wellauer est nécessaire.

Bircher Silvio, Berichterstatter: Der Antrag Wellauer gibt immerhin Gelegenheit – obwohl er in der Kommission nicht vorgelegen hatte –, auf die grundsätzliche Bedeutung dieses Artikels 9 hinzuweisen, der sich mit der Mehrwertabschöpfung befasst. Der Ständerat wollte den Vorschlag des Bundesrates in seiner Mehrheit nicht. Er wollte also keine Mehrwertabschöpfung, wenn durch eine Rodungsbewilligung Wald einem anderen Zweck zugeführt worden ist und damit ein Mehrwert entstanden ist.

Immerhin darf ich darauf hinweisen, dass doch eine beachtliche Minderheit im Ständerat dieser Mehrwertabschöpfung zugestimmt hat. Wir haben in der Kommission nichts anderes gemacht, als den unterlegenen, etwas modifizierten Antrag des Ständerates aufzunehmen. Diesen haben Sie nun auf der Fahne. Wir haben ihm mit 17 zu 2 Stimmen zugestimmt. Es kann sicher nicht darum gehen – wie es Herr Wellauer angeht –, diese Mehrwertabschöpfung jetzt in Frage zu stellen.

Man muss verdeutlichen, dass nach unserer Fassung durch Rodungsbewilligungen entstehende erhebliche Mehrwerte, die nicht aufgrund des Raumplanungsgesetzes abgeschöpft werden können, ausgeglichen werden könnten. Wenn wir auf die heutige gespannte Situation im Bodenrecht blicken, ist eine solche Regelung sicher unerlässlich. Es geht präzisierend um Vorhaben ausserhalb der Bauzone, die nach Artikel 24 des Raumplanungsgesetzes eine Ausnahmebaubewilligung erhalten haben. Bei solchen Fällen macht eben oft nicht derjenige den grossen Gewinn, der jahrzehntelang in die Waldpflege investiert hat, sondern es kann sich durchaus um einen Zwischenhändler handeln. Waldgrundstücke wechseln eben oft die Hand, bevor erkennbar wird, dass darauf zum Beispiel Kies abgebaut werden kann.

Wenn wir hier schon eine deutliche Kommissionsmehrheit, eine ausgewogene und auch im Ständerat debattierte Fassung haben, bitte ich Sie, nicht davon abzuweichen und den Antrag Wellauer abzulehnen.

Bundespräsident Cotti: So wie ich den Antrag Wellauer verstehe, muss ich sagen, dass er sich an sich wirklich nicht aufdrängt und offene Türen einrennt. In der Tat: Sofern es einen Realersatz gibt, muss dieser Realersatz bei der Berechnung des erzielten Mehrwerts ohne Zweifel berücksichtigt werden. Herr Wellauer, das scheint mir so selbstverständlich zu sein, dass man es nicht einmal unbedingt sagen müsste.

Kommt hinzu, was Herr Bircher sagte: Die Diskussion zu dieser grundsätzlichen Frage ist im Ständerat so verlaufen, dass sie zu einer totalen Streichung der Mehrwertabschöpfung geführt hat. Es wäre nach meiner Auffassung an sich sehr wichtig, keine zusätzliche Differenz zum Ständerat zu schaffen. Das sind die Gründe, weshalb ich eher für die Lösung der Kommissionsmehrheit bin.

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	65 Stimmen
Für den Antrag Wellauer	50 Stimmen

*Hier wird die Beratung dieses Geschäftes unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.05 Uhr
La séance est levée à 13 h 05*

Waldgesetz

Loi sur les forêts

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1991
Année	
Anno	
Band	II
Volume	
Volume	
Session	Frühjahrssession
Session	Session de printemps
Sessione	Sessione primaverile
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	03
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	88.048
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.03.1991 - 08:00
Date	
Data	
Seite	283-298
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 653

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.